



*Museum  
Dynasticum*

*XXIX 2017-2*





Association royale  
**DYNASTIE ET PATRIMOINE CULTUREL**

(anciennement Le Musée de la Dynastie)

*sous la présidence d'honneur*

*de Sa Majesté le Roi*

ASBL fondée le 17 juin 1948

Koninklijke vereniging  
**DYNASTIE EN CULTUREEL ERFGOED**

(voorheen Het Museum van de Dynastie)

*onder het ere-voorzitterschap*

*van Zijne Majesteit de Koning*

VZW gesticht op 17 juni 1948

**Siège social et Secrétariat :**  
2, Rue Ducale – 1000 Bruxelles

**Maatschappelijke zetel en secretariaat :**  
Hertogsstraat 2 – 1000 Brussel

T. : 02.511.55.78 – e-mail : musdyn@skynet.be – website : www.musdyn.be

Compte / Rekening : BE 13 0000 3084 0239 (BPOTBEB1)

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RAAD VAN BESTUUR**

*Président – Voorzitter*

Christian Koninckx

*Vice-président – Ondervoorzitter*

Barbara de Muysers Lantwyck

*Secrétaire Général – Secretaris-Generaal*

Sylviane Jacquet de Haveskercke

*Trésorier – Penningmeester*

Jean Botermans

*Administrateurs – Bestuurders*

Francis De Beir, Alex Deseyne, Philippe-Edgar Detry, Gustaaf Janssens, Wendy Wiertz

*Secrétaire – Secretaris*

Jean-Jacques David

**MUSEUM DYNASTICUM**

**MUSEUM DYNASTICUM**

**COMITÉ DE RÉDACTION**

**REDACTIECOMITÉ**

*Président – Voorzitter*

Gustaaf Janssens

*Secrétaire de rédaction – Redactiesecretaris*

Marie van der Loo

*Membres – Leden*

Olivier Defrance, Barbara de Muysers Lantwyck, Alex Deseyne, Marquis de Trazegnies, Mathieu Zana Etambala,  
Christian Koninckx, Pierre Lierneux, Patrick Nefors

*Les textes et illustrations des articles sont adressés par voie électronique  
au secrétariat de rédaction à l'adresse suivante :*  
marie.roisin@skynet.be

*Teksten en illustraties dienen elektronisch verzonden te worden naar  
het redactiesecretariaat op volgend adres :*  
marie.roisin@skynet.be

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

De auteurs zijn voor hun bijdrage verantwoordelijk.

Tout manuscrit proposé est soumis à l'examen par les pairs  
(«peer review»).

Elk ingezonden artikel wordt aan kritische evaluatie door vak-  
genoten ("peer review") onderworpen.

Ondanks alle pogingen om de origine van bepaalde foto's te achterhalen is de uitgever van deze publicatie hierin niet geslaagd.

Indien rechthebbenden hun foto's herkennen kunnen zij contact opnemen met de uitgever.

Malgré toutes les tentatives en vue de déterminer l'origine de certaines photos, l'éditeur n'y est pas parvenu.

Les ayant-droit qui reconnaîtraient leurs photos sont priés de contacter l'éditeur.

*Éditeur responsable – Verantwoordelijke uitgever*

Gustaaf Janssens, Maria-Theresiastraat 87 – 3000 Leuven

Abonnement annuel / Jaarabonnement : 40 €

## Sommaire – Inhoud

<b>Ionel Munteanu</b> , <i>Une candidature avortée au trône de Roumanie</i> . . . . .	3
<b>Nina Geenen</b> , <i>Het rapport van de Commissie Soenens betreffende de grondwettelijke prerogatieven van de Koning (1949)</i> . . . . .	13
<b>Eric Tripnaux</b> , <i>Léopold 1<sup>er</sup> à Anvers en 1833 : une rare plaque en argent</i> . . . . .	29
 <i>Comtes rendus – Boekbesprekingen</i>	
<b>André Bénit</b> , <i>Charlotte. Princesse de Belgique et Impératrice du Mexique (1840-1927). Un conte de fées qui tourne au délire...</i> (Martine Renouprez) . . . . .	33
<b>Joffrey Liénart &amp; Michaël Amara</b> , <i>Entre fastes et drames : lumière sur trois siècles de souvenirs royaux – Promenade dans l'intimité des monarques, princes et princesses d'Europe</i> (Olivier Defrance) . . . . .	34
<b>Luc De Munck</b> , <i>De artistieke contacten van koningin Elisabeth 1914-1918</i> (Gustaaf Janssens) . . . . .	34
<b>Jacques Brassinne de La Buissière</b> , <i>La sécession du Katanga: témoignage (juillet 1960-janvier 1963)</i> (Olivier de Trazegnies) . . . . .	35
 <i>Chronique – Kroniek</i> . . . . .	39



*Philippe, Comte de Flandre. Gravure coloriée. Bruxelles*  
(APR, Archives du Comte de Flandre) non datée, non classée.



# Une candidature avortée au trône de Roumanie

Ionel MUNTEANU

Certains aspects de cet épisode historique ont déjà été abordés par des historiens belges, allemands, français et roumains. L'objectif de cette contribution est donc d'approfondir le sujet en y apportant un complément d'informations, des documents inédits et de rétablir clairement le déroulement des événements survenus les 11 (23) février 1866<sup>(1)</sup>. Les principaux protagonistes de cette histoire sont : le prince Philippe de Belgique, comte de Flandre et fils de Léopold I<sup>er</sup>, roi des Belges, Droyn de Lhouys, le ministre français des Affaires Étrangères, ainsi que certains Roumains tels que Ion Ghica, Nicolae Haralambie, etc. A cette date, les Roumains enjoignirent au prince régnant, Alexandru Ioan Cuza, de signer son abdication. Ils proposèrent au prince Philippe de Belgique de reprendre le trône.

Philippe de Belgique est né le 27 mars 1837 au Château de Laeken en Belgique. Le 14 décembre 1840, il reçoit les titres de Comte de Flandre et Duc de Saxe. En 1845, il est nommé lieutenant de la cavalerie belge, et en 1852 il est colonel. En 1854, on lui décerne le diplôme de membre de la Société Centrale d'Agriculture de Belgique<sup>(2)</sup>. En 1855, Philippe est nommé Président du Conseil de Défense et général de l'armée belge<sup>(3)</sup>. Il déclare que la seule chose qui l'intéresse en politique ce sont les affaires militaires et la défense du pays<sup>(4)</sup>.

En 1858, Philippe fait la connaissance de Marie Louise Alexandrine Caroline de Hohenzollern-Sigmaringen<sup>(5)</sup>. Il l'épouse le 25 avril 1867 au Palais royal à Berlin<sup>(6)</sup>. Marie, la future comtesse de Flandre, est née à Inzigkofen de Sigmaringen le 17 novembre 1845. Elle est la fille du prince Karl Anton de Hohenzollern-Sigmaringen et

de la princesse Joséphine de Bade. Ils ont eu six enfants : Léopold (1835-1905), Stéphanie (1837-1859), Carol (1839-1914), Anton (1841-1866), Friedrich-Fritz (1843-1904) et Marie (1845-1912). Stéphanie deviendra reine du Portugal en 1858 et Carol, Prince de Roumanie en 1866<sup>(7)</sup>. Karl Anton fut informé en janvier 1867 de la demande en mariage faite par le Comte de Flandre à sa fille Marie<sup>(8)</sup>.

Le trône de Grèce a été proposé à Philippe de Flandre en 1862 et celui de Roumanie en 1866<sup>(9)</sup>. En effet, à la chute du roi Otto I de Grèce en 1862, la couronne de Grèce a été offerte à Philippe qui n'avait que 25 ans. Il a préféré la refuser. Deux ans plus tard, il refuse également

---

Ionel Munteanu est bachelier de l'Université "Alexandru Ioan Cuza" à Iasi (Roumanie), Faculté d'Histoire (2013-2016) et prépare un master en Relations internationales à l'Université de Bucarest (Roumanie).

(1) La date entre parenthèses est la date selon notre calendrier grégorien. Au 19<sup>ième</sup> siècle, la Roumanie suivait le calendrier julien qui retardait de 12 jours sur le calendrier grégorien.

(2) BRUXELLES, Archives du Palais Royal [APR], *Archives du prince Philippe de Belgique, comte de Flandre* [*Archives du comte de Flandre*], n° 2.

(3) APR, *Archives du comte de Flandre*, n° 1.

(4) D. BILTERYST, *Le prince Baudouin, frère du Roi-Chevalier*, Bruxelles, 2013, p. 11-12.

(5) IDEM, *Le prince Baudouin*, p. 12.

(6) APR, *Archives de la princesse Marie de Hohenzollern-Sigmaringen, comtesse de Flandre*, n° 163.

(7) S. CRISTESCU, *Scrisorile Regelui Carol I din arbiva de la Sigmaringen 1878-1905*, Bucarest, 2011, p. 6-7.

(8) S. IOSIPESCU, « En marge de la correspondance du roi Charles I de Roumanie avec Marie, comtesse de Flandre », in *Museum Dynasticum*, 22 (2011-1), p. 37.

(9) APR, *Archives du comte de Flandre*, n° 3.

la couronne du Brésil. Il serait devenu empereur du Brésil et aurait épousé l'héritière de l'empire, dona Isabelle de Bragance<sup>(10)</sup>.

En 1857, une première candidature au trône de Roumanie est proposée à Philippe, suivie d'une deuxième en février 1866<sup>(11)</sup>. Guillaume Arendt, professeur à l'Université de Louvain, rappelle avoir appris de Constantin Hurzumachi que les trônes des Principautés Danubiennes, de la Moldavie et de la Valachie avaient été proposés au Comte de Flandre. Cette information est confirmée le 23 mars 1857 par Jacques Poumay, consul de Belgique à Bucarest<sup>(12)</sup>. Vilain XIII, le Ministre belge des Affaires étrangères envoie le diplomate Blondeel van Cuelebroeck à Constantinople en 1856 pour assurer le commerce dans les Principautés Roumaines, de Moldavie et de la Valachie, devenues autonomes<sup>(13)</sup>. En partant de Constantinople vers les Principautés Roumaines, entre 1856 et mars 1857, Blondeel est soupçonné de vouloir réunir les deux territoires (avec l'aide de Jacques Poumay) pour favoriser l'arrivée sur le trône de Philippe de Belgique (l'information fut communiquée au Comte de Flandre le 23 mars 1857). Pour cette raison, Blondeel van Cuelebroeck fut contraint de quitter son poste de Constantinople et il fut nommé diplomate à Washington<sup>(14)</sup>.

Deux assemblées furent organisées à Iași du 22 septembre au 4 octobre 1857 et à Bucarest du 30 septembre au 12 octobre 1857. Leur projet était de réaliser l'union de la Moldavie et de la Valachie. Les présidents de ces deux assemblées étaient des métropolitains. En plus de ceux-ci furent aussi élus Costache Negri à Iași et le général Nicolae Golescu à Bucarest<sup>(15)</sup>. La Moldavie réalisa un programme sociopolitique pour la fondation de la Roumanie moderne. Plus tard, Kogălniceanu proposa «l'Union des Principautés en un seul état appelé la Roumanie», un prince étranger héritier de la couronne et la neutralité des Principautés. Cette proposition fut soutenue dans les deux pays. En 1858, le Comte Walevski, président de la Conférence à Paris, soutint cette union. Mais les instances de Cowley ont préféré l'idée d'un compromis<sup>(16)</sup>. On accepta deux candidats<sup>(17)</sup>.

Pendant la nuit du 10 au 11 février 1866, Cuza était en compagnie de sa maîtresse Marie Obrenovici, lorsque des officiers lui ont présenté un document d'abdication. Le capitaine Pilat a

précipité les choses et posa le document sur son dos pour que Cuza le signe immédiatement<sup>(18)</sup>. Ce dernier était menacé par un revolver. Après ces faits, il fut emprisonné trois jours à Cotroceni<sup>(19)</sup>. Jacques Poumay, consul de Belgique dans les Principautés Unies de Moldavie et de Valachie, note dans la lettre envoyée à Charles Rogier, qu'après l'arrestation de Cuza par les officiers et la création d'un nouveau gouvernement, les gens et les soldats clamaient leur joie et criaient «Vive la Roumanie, vive le Comte de Flandre»<sup>(20)</sup>.

Le nouveau gouvernement, formé le 11 (23) février 1866 comprenait : le président du gouvernement Ion Ghica (libéral modéré), C. A. Rossetti, Dimitrie Ghica (conservateur), Ioan C. Cantacuzino et Petre Mavrogheni (conservateurs), D. A. Strudza (libéral) et le ministre de la guerre Dimitrie Lecca. La régence était constituée de: Nicolae Golescu, Lascăr Catargiu et le colonel Nicolae Haralambie<sup>(21)</sup>.

Après la chute de Cuza, Ion Ghica proposa le trône du pays à Philippe de Flandre, prince d'une dynastie royale européenne, ce qui empêchait toute rivalité politique. Son père, Léopold I<sup>er</sup>,

(10) S. IOSIPESCU, «En marge de la correspondance», p. 35.

(11) IDEM, «En marge de la correspondance», p. 37.

(12) G.-H. DUMONT, «Philippe», *Nouvelle Biographie Nationale*, IV, Bruxelles, 1997, p. 295.

(13) D. BILTERYST, *Philippe Comte de Flandre, frère de Léopold II*, Bruxelles, 2014, p. 156.

(14) G.-H. DUMONT, «Philippe», p. 295.

(15) D. BERINDEI, *Istoria Românilor, Constituirea României moderne (1812-1878)*, vol. VII, t. I, Éditions Enciclopedică, Bucarest, 2003, p.458.

(16) *Ibidem*, p. 459.

(17) *Ibidem*, p. 467.

(18) D. DEVEREANUL, *Din amintirile mele (1853-1929)*, Éditions «Societatea de Chirurgie», II, s.l., 1929, p. 33.

(19) N. IORGA, *Un cugetător politic moldovean dela jumătatea secolului al XIX-lea: Ștefan Scarlat Dăscălescu*, Moniteur Officiel et Imprimerie d'État, Bucarest, 1932, p. 47.

(20) Archives du Ministère des Affaires étrangères Belge [AMAÉB], *Correspondance politique. Roumanie (1861-1870)* [*Correspondance Roumanie (1861-1870)*], vol. I, n° 648/1866, f° 48. En 1866, Charles Rogier est à ce moment le ministre belge des Affaires étrangères.

(21) D. BERINDEI, *Istoria Românilor*, vol. VII, t. I, p. 553. Ion Ghica est Ministre des Affaires étrangères de Roumanie.

était considéré comme «un homme illustre et l'un des plus grands du siècle» (22)

Sous la présidence du métropolitain Primat Nifon, D. Obedenu proposa également au Comte le nom de Philippe I<sup>er</sup>, «*Anulu una mie optu sute deci și șese, luna Februarie unspredece zile, Senatu și Adunarea Electivă a României întrunile au alesu și au aclamatu în unanimitate de Domnu Stăpânitorul alu Principatelor Unite Române conformu dorințelor exprimate de Adunările Adboc din anulu 1857, pe Alteța Sa Regală-Philipu-Eugeniu-Ferdinand-Maria-Clement-Balduin-Leopold-Gheorghe Comite de Flandra și Duce de Saxonia, sub numele de PHILIPU I*» (23). Ghica dit que de cette manière on réaliserait le plus grand acte patriotique, en sauvant la nation (24). Ministre de la guerre, Dimitrie Lecca, soutenait les politiciens, en disant que l'armée serait de leur côté. Le 27 février 1866, Lecca confirma au Baron Chazal sa loyauté vis-à-vis du Comte de Flandre (25).

Le 11 (23) février 1866, D. Lecca prêta serment auprès du nouveau gouvernement en disant : «Je jure d'être fidèle au drapeau de mon pays et au gouvernement du Comte de Flandre, représenté par le Lieutenant Princier et réunissant : Nicolae Golescu, le Colonel Haralambie, Lascăr Catargi et en l'absence de ce dernier, M. Dimitrie Sturza» (26). Le vice-président du conseil, N. Pîcleanu déclara, après le vote du Sénat et de l'Assemblée Élective de la Roumanie, que le prince élu à la tête des Principautés Unies de la Roumanie, et ce conformément aux exigences des Assemblées ad hoc de 1857, serait «Son Altesse Royale Philippe-Eugène-Ferdinand-Maria-Clément-Baudouin-Léopold-Georges, comte de Flandre et duc de Saxe, sous le nom de Philippe I<sup>er</sup>» (27).

Immédiatement après les votes pour l'élection de Philippe de Flandre, Ion Ghica envoya à Jacques Poumay deux lettres annonçant les décisions prises. Ce dernier préféra ne rien dire de cet événement et écrivit: «Je m'étais abstenu de toute démonstration ou de toute appréciation». Il note aussi qu'à onze heures du soir, même s'il faisait très froid et qu'il neigeait fortement, la population et la fanfare militaire étaient restées devant le consulat, en criant fort «Vive Philippe I<sup>er</sup>» (28). La Régence et les ministres se sont présentés chez le consul belge pour lui communiquer la décision et l'envoyer au Comte de Flandre (29).

L'une des mesures prises par le nouveau gouvernement fut le bannissement de Cuza. Cela provoqua dans le pays le mécontentement de beaucoup d'officiers et soldats, mais aussi de la population. Des mécontentes apparurent aussi entre l'Assemblée élue pendant la période de Cuza et le nouveau gouvernement (30). Les causes de l'éloignement de Cuza du trône des Principautés Unies en 1866 furent : un système économique difficile (entre 1859 et 1866, les budgets augmentèrent autant que les dépenses et cela provoqua un grand déficit budgétaire) et un système administratif faible et inefficace (31). Les politiciens résolurent donc d'appliquer la décision des Assemblées ad hoc et d'amener un prince étranger. Au départ de Cuza en août 1856 à Ems, on réorganisa «la monstrueuse coalition» formée de I. C. Brătianu, C.A. Rossetti, D.A. Sturdza, Ion Ghica. Ces derniers créèrent la société «Le progrès» en décembre 1865, société qui provoqua de nombreux troubles dans la nuit du 10 au 11 février 1866 (32).

(22) Ph. BEKE, *România și Belgia, dinamica relațiilor politico-diplomatice, economice și cultural în perioada formării și consolidării statului-națiune, între 1838-1916*, I, Bucarest, 2013, p. 100.

(23) APR, *Archives du prince Philippe de Belgique, comte de Flandre*, n° 3.

(24) *Românul*, 13 février 1866, p. 3.

(25) Ph. BEKE, *România*, p. 100. Dans la série *Correspondance Roumanie (1861-1870)*, vol. I aux AMAÉB, se trouvent les télégrammes envoyés et reçus (n° 61, 27 février 1866 et n° 62 du 28 février 1866: «L'armée roumaine me charge de transmettre, par l'entremise de Votre Excellence ses sentiments sincères de fraternité et de sympathie pour l'armée belge. Je suis heureux d'en être le fidèle interprète»; «Je remercie Votre Excellence des sentiments de sympathie qu'elle m'exprime pour l'armée Belge. Nous faisons des vœux pour le bonheur et la prospérité des Principautés Danubiennes».

(26) AMAÉB, *Correspondance Roumanie (1861-1871)*. Vol. I, n° 6/1866, f° 1.

(27) *Românul*, 11/23 février 1866, p. 3.

(28) AMAÉB, *Correspondance Roumanie (1861-1871)*. Vol. I, n° 648/1866, f° 50.

(29) *Ibidem*, n° 680/1866, f° 56.

(30) N. CORIVAN, *Relațiile diplomatice*, p. 172-173.

(31) G. ZANE, *Probleme de economie financiară în timpul domniei lui Alexandru Ioan Cuza, în Cuza Vodă. In memoriam*, p. 267, 304-316.

(32) V. RUSSU, „*Monstroasa Coaliție*” și *detronarea lui Alexandru Ioan Cuza, în Cuza Vodă. In memoriam*, p. 543-548.



Dans son livre «Une page d'histoire. Le 11 février 1866», Alexandru V. Beldiman aborde le sujet controversé du détronement d'Alexandru I. Cuza, dans lequel il a été impliqué directement en tant que préfet de police de la Capitale <sup>(33)</sup>. Après la chute du 11 février 1866, on discute le fait qu'Alexandru I. Cuza ait provoqué de grands préjudices à la Roumanie. S'il s'était impliqué dans la guerre austro-prussienne, il aurait gagné «La Grande Union» de 1918. Il condamne pour ces faits les colonels Călinescu, Crețulescu et Haralambie ainsi que le commandant Lecca, qui n'auraient pas respecté le serment militaire <sup>(34)</sup>. Par conséquent, le mouvement du 11 février a été l'œuvre des politiciens qui n'ont pas bénéficié de l'appui populaire <sup>(35)</sup>.

Le journal *Le temps* annonça qu'une délégation allait partir à Bruxelles pour offrir la couronne, «tombée si brusquement de la tête de Cuza» au futur prince régnant. Un problème se posa pourtant : le prince étranger était catholique, or la religion du pays était orthodoxe. Mais Emil Crețulescu soutenait que le prince étranger ne pourrait pas nuire à la religion, que c'étaient des prétextes évoqués par ceux qui voulaient créer des conflits et des mésententes dans le pays <sup>(36)</sup>.

A la suite de ces grands changements, l'Empire Ottoman et la France (protectrice des Principautés) demandèrent à cinq Grandes Puissances que soient organisées des conférences, l'une à Constantinople et l'autre à Paris. Malgré les événements du 11 (23) février 1866, les Turcs mobilisèrent des troupes armées à Vidin, à Rusciuc et à Silistra, ce qui déclencha inévitablement la mobilisation des troupes roumaines. Les Autorités de Constantinople considérèrent que les Roumains avaient transgressé le Traité de Paris, par lequel on n'accepterait qu'un prince régnant autochtone, non pas un étranger. A la frontière de la Moldavie, il y avait déjà six troupes militaires russes. Le duc de Leuchtenberg <sup>(37)</sup> fut proposé par les Russes au trône de Iași, mais cette candidature était en contradiction avec l'article 13 de la convention du 18 août 1858 : «un administrateur de 35 ans et fils d'un père de Moldavie ou de Valachie est éligible et aura 300 ducats, il aura occupé une fonction publique pendant dix ans ou fait partie de son ensemble» <sup>(38)</sup>. En 1862, le duc de Leuchtenberg ainsi que Philippe de Flandre ont été proposés aux côtés d'autres candidats au trône de la Grèce <sup>(39)</sup>. Sous la pression et les interventions de l'Angleterre

et de la France, la Russie retira la candidature du prince Romanovski Leuchtenberg, le Traité de 1832 interdisant de désigner au trône de Grèce des dynasties française, anglaise ou russe <sup>(40)</sup>.

La Roumanie se trouva confrontée à trois dangers politiques: le retour à la situation des années 1859 pour les Principautés à cause de l'intervention des Turcs, l'opposition au choix d'un prince régnant étranger et la séparation des Principautés par leur union à l'Empire austro-hongrois voulue par Napoléon III.

A Paris, I.C. Brătianu fut chargé par le gouvernement de résoudre la situation apparue le 11 (23) février 1866. C'est Ion Ghica qui envoie Ion Bălăceanu en tant que délégué pour rencontrer le ministre des affaires étrangères français, Drouyn de Lhuys <sup>(41)</sup>. Ion Bălăceanu participe alors au débat concernant l'union à un prince étranger. Entre 1857 et 1858, il fait de nombreux voyages au cours desquels il débat de l'union du Piémont à la France. Il a été membre de la Commission Centrale de Focșani. En 1862, il fait partie du Comité Législatif Provisoire et en août 1865, il appartient au groupe de la «monstrueuse coalition» <sup>(42)</sup>.

D'autres ont rejoint Paris tels que Vasile Boerescu, L. Steege, Sc. Fălcoianu. Boerescu et Steege. Ils font escale à Vienne le 19 mars pour parler avec Mensdorf, ministre des affaires étrangères autrichien. Ce dernier ne donnait aucune chance

(33) A. V. BELDIMAN, "Unirea. Amintiri din tinerețe", dans T. C. CODRESCU, *Uricariul*, vol. XVII, Bucarest, 1891, p. 424-453.

(34) *Ibidem*, p. 435.

(35) *Ibidem*, p. 448.

(36) *Românul*, 20 février 1866, p. 25-26.

(37) Nicolas Maximilianovitch de Leuchtenberg, duc de Leuchtenberg et prince Romanovsky (1843-1891), fils du duc Maximilien de Leuchtenberg et de la grande-duchesse Marie Nikolaïevna de Russie, fille du tsar Nicolas I<sup>er</sup>.

(38) *L'Écho du Parlement*, 24 février 1866, p. 2.

(39) *Idem*, 30 octobre 1862, p. 1.

(40) *Idem*, 11 novembre 1862, p. 1.

(41) Ion Bălăceanu, *Amintiri politice și diplomatice 1848-1903*, édité du Georgeta Filitti, Éditions Cavallioti, Bucarest, 2002, p. 112.

(42) C. C. ANGELESCU, *Unificarea legislativă a Principatelor Unite Române sub domnia lui Alexandru Ioan Cuza în Cuza Vodă. In memoriam* (éd. Leonid Boicu, Gheorghe Platon et Alexandru Zub), Éditions Junimea, Iași, 1973, p. 375.

aux Roumains de mener à bien leur souhait d'installer sur le trône un prince étranger<sup>(43)</sup>. Il y avait aussi des rumeurs qui parlaient des refus du Comte de Flandre et même de Napoléon III. Etant averti du refus du Comte de Flandre au trône de Roumanie, Bălăceanu prie Napoléon III d'y nommer tout autre prince appartenant à une maison royale étrangère.

Le 24 février 1866, Philippe refusa sèchement le trône de Roumanie, comme s'il refusait «un ballot de coton»<sup>(44)</sup>. Parti pour Rome, Philippe s'arrêta à Paris pour parler à Napoléon III de son refus. C'est alors qu'il lui fut demandé «Tu n'accepteras pas cette couronne, n'est-ce pas?»<sup>(45)</sup>.

Charles Rogier envoya une nouvelle lettre au consul de Belgique à Bucarest pour qu'il informe le peuple roumain du fait que Philippe avait prévu de passer ses vacances à Rome depuis longtemps et qu'il ne croyait pas qu'il accepterait la demande des Roumains<sup>(46)</sup>. Au moment du refus de Philippe (qui était en vacances en Italie), une délégation roumaine se rendit immédiatement à Bruxelles pour influencer la réponse du Comte. Elle fut reçue le 27 février 1866 par le Ministre des Affaires étrangères, Charles Rogier. Deux jours après cette visite, les délégués apprirent que le roi lui-même s'opposait à cette offre. Celui-ci précisa que son frère n'était pas ambitieux. En effet, il avait déjà refusé d'autres trônes, comme celui de Grèce<sup>(47)</sup>.

La délégation roumaine souligna le manque d'ambition de Philippe de Flandre<sup>(48)</sup>. Au moment de la convocation de Frère-Orban à l'assemblée du gouvernement, à la demande de Jules Devaux (le secrétaire de Léopold II), le gouvernement soutint l'idée que Philippe ignorait ce qui se passait dans les Principautés Danubiennes<sup>(49)</sup>.

Le lendemain, Ch. Rogier reçut un télégramme de Poumay qui l'informait du fait qu'Alexandru Ioan Cuza était déjà arrivé à la frontière autrichienne<sup>(50)</sup>. Le 26 février, le consul belge à Bucarest communiqua au Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles qu'Alexandru Ioan Cuza reconnaissait que l'arrivée d'un prince étranger sur le trône garantirait l'avenir des Principautés. Il précisa que les Roumains sacrifieraient tout pour obtenir l'autonomie. Le pays était sous contrôle militaire collectif, c'est-à-dire autrichien, russe et turc<sup>(51)</sup>. Le 18 (30) mars 1866, Philippe annonce officiellement au Gouvernement belge son

refus<sup>(52)</sup>. La délégation roumaine reçoit la lettre officielle par laquelle le Comte de Flandre refusait le trône de Roumanie, considérant que cette lettre offrait la liberté à la Roumanie, et aussi aux autorités civiles et militaires. Philippe promet la loyauté au futur souverain<sup>(53)</sup>. Son refus est communiqué à Londres et à Paris<sup>(54)</sup>.

*L'Étoile belge* précise dans un article qu'«On n'a jamais vu, depuis que le monde existe (...) une révolution faite avec tant d'intelligence»<sup>(55)</sup>. A l'occasion de l'événement, une poésie de cinq strophes est composée, dont voici la dernière: «Vive le Comte Filippu, le Souverain désiré, Vive la Lieutenance, Et le Ministre aimé»<sup>(56)</sup>.

Des diplomates roumains, Manolache Costache Epureanu, George Costaforu et Alexandru G. Goleacu<sup>(57)</sup> sont envoyés à Constantinople afin d'obtenir de l'Empire ottoman qu'il s'oppose aux votes du Corps législatif et du peuple roumain<sup>(58)</sup>. Le 23 février 1866, à la suite de la Conférence de Constantinople, la Turquie proposa au Parlement roumain de choisir un prince régnant autochtone et pas un étranger<sup>(59)</sup>. Ali Pacha demanda fermement aux représentants de sept grandes

(43) N. CORIVAN, *Relatiile diplomatice*, p. 176.

(44) G. PLATON, *De la Constituirea Națiunii la Marea Unire*, vol. V, Éditions Université Al. I. Cuza, Iași, 2005, p. 255.

(45) M. SCHWEISTHAL, «Son Altesse Royale, Philippe, Comte de Flandre», *Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles*, 22 (1908; 1-2), p. 33.

(46) AMAÉB, *Correspondance Roumanie (1861-1871)*, Vol. I. Rapport politique n° 1/1866, f° 53.

(47) M. SCHWEISTHAL, «Son Altesse Royale», p. 32.

(48) A. ACHLEITNER, *Seine Königliche Hobeit Philipp Graf von Flandern*, Éditions Salonblatt, Dresden, 1910, p. 6.

(49) G.-H. DUMONT, «Philippe», p. 296.

(50) AMAÉB, *Correspondance Roumanie (1861-1871)*, vol. I, n° 558/1866, f. 56.

(51) *Ibidem*, n° 682/1866, f. 57.

(52) *Memoriile regelui Carol I al României de un martor ocular* (éd. S. NEAGOE), Éditions Scripia, Bucarest, 1992, p. 8.

(53) M. SCHWEISTHAL, «Son Altesse Royale», p. 32-33.

(54) S. IOSIPESCU, «En marge de la correspondance», p. 35-36 (refus a été envoyé à Paris par le représentant du ministre français à Bruxelles, Comminges Guitaut).

(55) *Românul*, 23 février 1886, p. 33.

(56) *Idem*, 24 février 1886, p. 39.

(57) D. BERINDEU, *Istoria Românilor*, p. 555.

(58) N. CORIVAN, *Relatiile diplomatice*, p. 176.

(59) *Memoriile regelui Carol I*, p. 8.

puissances l'application du protocole de 1861 (ce dernier prévoyait que dans le cas où il y aurait de nouvelles divergences dans les Principautés, l'Empire ottoman enverrait urgemment un commissaire à Bucarest pour rétablir l'ordre). Prokesch-Osten et Ignatiev donnèrent leur accord. Le ministre français Moustier rappela les réserves de 1864. De plus, l'ambassadeur turc à Londres, Musurus, demanda avec insistance l'application de la demande faite au gouvernement ottoman. L'Angleterre n'accepta pas la proposition de Musurus parce qu'elle aurait créé une nouvelle «question orientale» ; en outre, il soupçonnait que la Russie ait mobilisé ses troupes le long de la rivière Prut. L'empereur français n'a pas autorisé non plus l'intervention des Turcs dans les Principautés parce qu'il ne voulait pas voir disparaître son projet, c'est-à-dire l'Union de 1859 <sup>(60)</sup>. Les soldats russes de Bessarabie attendaient l'ordre de traverser la rivière Prut. L'Autriche a également envoyé un contingent de soldats dans des lieux stratégiques. A partir du 6 avril, la Turquie a envoyé 4.000 hommes au Quartier général Choumla, et projetait d'expédier d'autres troupes et des réserves <sup>(61)</sup>.

La délégation roumaine divulgua la décision prise à propos du problème de son pays lors de la Conférence de Paris. W.E.Gladstone déclara à la Chambre des Communes qu'il soutiendrait la volonté des Roumains pendant la conférence <sup>(62)</sup>.

Le lendemain, c'est-à-dire le 26 février, le gouvernement roumain reçut des nouvelles de Paris confirmant que les grandes Puissances Garantes étaient, en majorité, d'accord avec la demande des Roumains <sup>(63)</sup>. Cette Conférence se déroula le lundi sous la présidence de Drouyn de Lhuys, ministre français (conformément à l'annonce du journal *La Patrie* du 9 mars). D'autres sources affirmèrent que la conférence avait eu lieu la veille.

Le 11 mars 1866 (du nouveau calendrier) eut lieu la première conférence et le secret sur la décision prise fut gardé. Les participants à la conférence justifièrent ce silence par des mésententes concernant la Convention de 1858 <sup>(64)</sup>. Toutes les Grandes Puissances ayant signé le Traité de 1857 étaient présentes à Paris selon *L'Indépendance belge* <sup>(65)</sup>. Après deux jours de conférence, on ne sut rien, excepté que la France soutenait fermement la Roumanie <sup>(66)</sup>.

Le refus du Comte fut communiqué rapidement à Bucarest. Seule la presse étrangère révéla la vérité. Le gouvernement roumain ne voulait pas de la décision reçue de Paris <sup>(67)</sup>. Le consul belge qui se trouvait à Paris, le baron Beyens, envoya à Rogier un rapport politique dans lequel il mentionnait que la France avait ouvert et dirigé le débat sur la problématique des Roumains. La Conférence ne rejeta pas l'idée d'un prince étranger (on a rappelé que la Roumanie était vassale de l'Empire ottoman). Philippe de Flandre ayant refusé la couronne, Beyens précisa que des familles princières valaques et moldaves étaient à Paris afin d'influer sur la décision. En même temps, le prince Bibescu annonça à Beyens qu'une Commission roumaine viendrait pour s'acquitter d'une mission.

Dans un rapport Brătianu est accusé d'être un démagogue ardent et de s'être installé à Paris pour attendre son collègue <sup>(68)</sup>. Pendant la deuxième séance du 23 mars 1866, aucun accord n'est fixé. Mais on propose que le peuple roumain décide s'il désire une union à un prince étranger. La question, portant sur les Principautés roumaines, s'appelait «le terrain de Constantinople» <sup>(69)</sup>. Sur la scène politique européenne, la guerre austro-prussienne débuta. Beyens envoya à Rogier les plans secrets entre la Prusse et l'Italie <sup>(70)</sup>. L'Autriche plaça, à la frontière austro-prussienne, une armée formée de 40.000 soldats <sup>(71)</sup>. D'autres forces militaires furent déployées en Bucovine <sup>(72)</sup>.

A Iași, la classe politique ne souhaitait pas que le trône soit offert à Philippe de Flandre. Les politiques désiraient la séparation de la Valachie et le retour à la situation d'avant 1859. Le problème était déjà apparu avant 1858, quand la Moldavie voulait son indépendance. Ce désir se

(60) N. CORIVAN, *Relatiile diplomatice*, p. 179.

(61) *Journal de Toulouse*, 16 mars 1866, p. 1.

(62) *Românul*, 25 février 1886, p. 41.

(63) *Idem*, 26 février 1886, p. 45.

(64) *Idem*, 28 février-1<sup>er</sup> mars 1886, p. 49.

(65) *Idem*, 6 mars 1866, p. 69.

(66) *Idem*, 7- 8 mars 1866, p. 73.

(67) N. CORIVAN, *Relatiile diplomatice*, p. 174.

(68) AMAËB, *Correspondance politique, France (1866)*, vol. 23, n° 305/1866, f° 1-3.

(69) *Idem*, n° 345/1866, f° 19.

(70) *Idem*, n° 346/1866, f° 20.

(71) *Idem*, n° 360/1866, f° 22.

(72) *Journal de Bruxelles*, 13 mars 1866, p. 2.

renforcera au moment de l'Union en 1859 car «la Moldavie avait deux fois moins de population que la Valachie».

Entre le 29 août (10 septembre) et le 5 (17) septembre 1857, la Diplomatie française falsifia les résultats de l'élection [qui s'était déroulée le 7(19) juillet 1857] des Assemblés ad hoc en Moldavie. Le principal but des falsifications était de bloquer les intérêts russes dans les détroits. Les vainqueurs furent les anti-unionistes : Nicolae Rossetti-Roznovanu, Gheorghe Asachi, Nicolae Istrati, le Métropolitain Calinic Miculescu etc.

Le 3 (15) avril 1866, cette politique anti-unioniste de Iași réapparut à l'initiative du prince Costache Moruzzi et de la classe politique moldave. Ils proposèrent de mettre à la tête du pays Nicolae Rossetti-Roznovanu, le considérant comme le meilleur candidat. Ces nouveaux événements séparatistes furent dirigés par le métropolitain de Moldavie, lieu où «la Russie tient le clergé grec entre ses mains». Le Général Ignace envoya des agents secrets partout en Moldavie. La diplomatie russe était de plus en plus présente en Orient; en outre, les troupes de Moscou arrivèrent en Inde britannique. Dans un rapport politique, Grimberg précise comment l'Angleterre et la France avaient convenu de céder les Principautés unies de la Serbie à l'Autriche. Quant à cette dernière, elle est contrainte de céder Venise à l'Italie. Les grandes puissances vont démanteler l'Empire ottoman. Elles veulent réaliser des accords importants entre la Russie et l'Empire ottoman <sup>(73)</sup>. La Serbie souhaite gouverner seule <sup>(74)</sup>. La population de Iași, réunie dans la cour de la Cathédrale Métropolitaine et dans celle du Palais de Roznovanu, participa à la signature du document d'indépendance. Elle se dirigea, sous le commandement du Métropolitain Calinic, vers le Palais Administratif, où se trouvait Lascăr Catargiu. Ce dernier vint à Iași la veille des événements du 2 (14) avril 1866 pour dénoncer la situation de la Moldavie. La foule criait «Chute de l'Union !» et «Vive la Moldavie !» L'armée Roumaine a dispersé la population venue assister à cet événement et a tiré des coups de feu (on a compté 100 victimes).

Nicolae Rossetti Roznovanu a été arrêté et le Métropolitain Calinic, blessé à l'épée, a réussi à se cacher dans la cave d'une maison à proximité. On soupçonne aussi que Gheorghe Asachi ait participé

à ces événements dans la capitale moldave. Le 15 avril 1866, il reçut un mandat d'arrestation.

De nouvelles tensions naquirent entre la Prusse et l'Italie. L'Autriche ne s'intéressa pas aux Principautés roumaines, parce qu'elle était occupée à résoudre ses aléas avec la Turquie; sans oublier que la Russie faisait sentir sa présence à Iași. Enfin, l'Autriche était en conflit avec l'Allemagne et demanda à l'Angleterre de contrôler le territoire pour éviter une nouvelle guerre. L'Autriche ne ferait aucune concession parce que ce serait un acte de faiblesse. Après le concile tenu à Berlin, Bismarck «n'est point favorable à faire prévaloir sa politique aventureuse». L'Angleterre hésita à accepter ou non la proposition autrichienne, compte tenu du problème de l'Italie à propos de Venise (considérée comme un appât). Elle évitera à la Russie de créer des problèmes dans le sud et le nord de l'Autriche. Le Cabinet de Vienne était en bons termes avec l'Empereur des Français, il espérait collaborer avec Florence pour conclure «une alliance offensive et défensive entre la Prusse et l'Italie» <sup>(75)</sup>. Mais de nouvelles émeutes apparaissent au Monténégro, en Albanie et à Constantinople. Cela voulait dire que tous ces événements dans les Balkans sont survenus par influence de la Grèce <sup>(76)</sup>. Le ministre Vandennepeereboom refusa donc la demande roumaine faite au Comte de Flandre. Nothomb, apprenant la nouvelle, dit à Philippe de Flandre : «Je ne sais pas si je vais vous féliciter, Votre Altesse Royale» <sup>(77)</sup>.

Malgré tous les efforts faits par les Roumains pour l'arrivée sur le trône d'un prince étranger, Philippe de Flandre refusa <sup>(78)</sup>. Le roi Léopold II et son frère n'ont pas voulu s'opposer à Napoléon III. Si on avait choisi Philippe de Flandre comme héritier au trône de Roumanie, les relations avec

(73) AMAÉB, *Correspondance politique, Turquie (1866-1870)*, vol. 11, t. 1, Dossier 907, Rapport politique n° 32, f° 8.

(74) AMAÉB, *Correspondance politique, Grande Bretagne (1866)*, vol. 45, t. 1, Dossier n° 652, Rapport politique n° 146, f° 46.

(75) *Idem*, Rapport politique n° 122, f° 22.

(76) *Idem*, Rapport politique n° 39, f° 11.

(77) D. BILTERYST, *Philippe Comte de Flandre*, p. 157. Jean-Baptiste Nothomb est ministre plénipotentiaire de Belgique à Berlin en 1845.

(78) *Românul*, 12 mars 1866, p. 86.



Diplôme d'élection du Comte de Flandre comme souverain des Principautés Unies-Roumaines, 11 février 1866 (APR, Archives du Comte de Flandre, n° 3).

le prince allié de la maison impériale russe, le Duc de Leuchtenburg, auraient été compromises. La dynastie gouvernant en Belgique était considérée comme une garantie de l'unité de l'état <sup>(79)</sup>.

Philippe garda en souvenir le document qui notifiât son élection <sup>(80)</sup>. Quatre puissances votèrent pour l'élection d'un prince étranger au trône des Principautés, à savoir : l'Angleterre, la France, la Prusse et l'Italie. La Russie, la Turquie et l'Autriche s'y opposèrent <sup>(81)</sup>. Hortense Cornu <sup>(82)</sup> reçut la réponse de Napoléon III, en forçant Brătianu de partir immédiatement à Dusseldorf <sup>(83)</sup>.

Le 1<sup>er</sup> (13) avril 1866, au moment de la fête «*Izvorul Tămăduirii*», les journaux annoncèrent que le nouveau prince régnant sur le trône de Roumanie serait Carol de Hohenzollern. Il représentait, par ses liens de famille avec les Beauharnais et les Murat, la liberté contre le despotisme bismarckien <sup>(84)</sup>. Philippe de Flandre salua respectueusement Carol de Hohenzollern <sup>(85)</sup>.

En 1860, le Comte de Flandre partit en vacances en Russie. A Saint-Petersbourg, il fut accueilli par le prince Gorchakoff, le comte Tolstoï, le comte Wielhorski ainsi que par le tsar Alexandre II. Le 18 août, il participa à un banquet au cours duquel deux événements furent célébrés : l'anniversaire de Préobrajenski et les 30 ans de l'empereur d'Autriche, François-Joseph. On soupçonne qu'en réalité c'eut été un banquet permettant de réconcilier les deux pays. Déjà en 1859, un événement similaire avait été organisé pour la réconciliation entre Russes et Autrichiens. Le

(79) S. IOSIPESCU, «En marge de la correspondance», p. 36.

(80) M. SCHWEISTHAL, «Son Altesse Royale», p. 33.

(81) *Românul*, 13 mars 1866, p. 89.

(82) (1809-1875), femme de lettres, filleule de la reine Hortense, la mère de Napoléon III.

(83) S. IOSIPESCU, «En marge de la correspondance», p. 36.

(84) *Românul*, 2 avril 1866, p. 145.

(85) M. SCHWEISTHAL, «Son Altesse Royale», p. 33.

Prince Gortchakov bénéficiait d'appuis français. La Russie sera présente quatre ans plus tard à Paris et les Français feront pression sur elle pour l'équilibre européen <sup>(86)</sup>.

En mai 1860, le duc de Brabant, Léopold, fit un voyage en Orient. Il arriva à Constantinople en passant par les Principautés Unies. Le Prince Cuza l'honora à son arrivée dans les ports roumains. Léopold arriva le mercredi matin 4 avril à Giugiu. Ion Ghica, ministre de l'Intérieur et officier de l'Ordre de Léopold, ainsi que le Consul Belge à Bucarest, Jacques Poumay, furent désignés pour féliciter Son Altesse Royale. En entrant à Bucarest, le duc de Brabant fut salué par 21 coups de canons. Un banquet lui fut offert auquel participèrent tous les ministres d'Etat, les grandes figures de la municipalité et des officiers supérieurs de l'armée roumaine. Le lendemain, il visita d'autres lieux. Avant de rejoindre Galați, il passa par la Chambre des Députés. Un bateau turc attendait Léopold à Galați pour son voyage vers Constantinople. Après avoir visité les Principautés Roumaines, Léopold content de la réception qui lui avait été faite, sympathisa avec le peuple roumain. Il proposera à Léopold I d'octroyer l'Ordre de Léopold à certaines personnes. Le Prince Cuza regretta de ne pas pouvoir répondre à la visite du duc de Brabant, Léopold. Il avait confié à Poumay, son attachement à la Belgique et à la famille royale belge <sup>(87)</sup>. Le 9 décembre 1862, un nom de la famille des Hohenzollern est mentionné. Les trois grandes puissances : la France, l'Angleterre et la Russie décident de placer sur le trône de Grèce un prince prussien, c'est-à-dire l'un des fils du prince Karl Anton de Hohenzollern-Sigmaringen. Les candidatures étaient les suivantes : Philippe de Flandre, le duc de Leuchtenburg, les Princes princes Alfred et Oscar de Suède, Nicolas de Nassau, Ferdinand de Saxe-Cobourg, l'archiduc Maximilien ainsi qu'un nom de la Maison de Prusse. Les puissances n'avaient pas le droit de choisir un prince dans leur Maison <sup>(88)</sup>.

Les troupes du Sultan ne réussirent pas à entrer en Roumanie. Lorsqu'il atteignit Bucarest, Carol de Hohenzollern envoya une lettre de dévotion et de respect au Grand Vizir. La délégation russe fut très mécontente de l'attitude de l'Empire ottoman contre les Principautés. Le général Ignace demanda que Bucarest soit occupée par les Turcs, les Russes pouvant donc gérer Iași.

La marine turque changea de position en se déplaçant vers l'Albanie, où les Garibaldi et les Grecs renforçaient leur présence dans les Balkans. Une nouvelle armée turque se positionna à Thessalonique <sup>(89)</sup>.

Il y eut des changements dont les remplacements du ministre ottoman et du ministre de la guerre. Huit troupes militaires, venues d'Egypte, arrivèrent dans la capitale turque. Les Turcs envoyèrent des soldats pour contrôler les frontières et éviter des nouveaux problèmes dans les Principautés. Les jours suivants, d'autres troupes furent attendues dans le Bosphore <sup>(90)</sup>.

En conclusion, nous pouvons affirmer que les Principautés roumaines ont été sauvées par les conflits dans les Balkans (Albanie, Grèce et l'Italie) et par l'Angleterre. Le rôle des Roumains dans ce conflit fut essentiel car ils savaient quand il serait temps d'y participer. Finalement, la Roumanie put compter sur un prince étranger pour chasser les forces étrangères (la Russie, Turquie et l'Autriche). Les relations entre la Roumanie et la Belgique se sont maintenues. A titre d'exemple, les fortifications de Bucarest ont été réalisées par le général belge Brialmont entre 1877 et 1878 ; le Comte et la Comtesse de Flandre ont échangé une correspondance avec leur beau-frère et frère le roi Carol Ier de Roumanie, les souverains roumains ont visité la Belgique et il y eut des accords économiques entre les deux pays.

(86) AMAÉB, *Série 'Roi et famille royale. Voyages de 1839 à 1899'. Voyages des Souverains belges en Orient*, Vol. II (1860-1869), Dossier n° 10. 324 (Rapport politique n° 80/98, f° 2-7).

(87) *Idem*, Rapport politique n° 501, f° 1- 9.

(88) *L'Echo du Parlement*, 10 décembre 1862, p. 1.

(89) AMAÉB, *Correspondance politique, Grande Bretagne (1866)*. Tome I. Rapport politique n° 42, f° 12. Comme il ressort du rapport politique n° 146 (13 mars 1866), le rapport n° 42 est envoyé de Londres au ministre belge des Affaires Étrangères.

(90) *Idem*, Rapport politique n° 43, f° 13.



*Philippe, Comte de Flandre. Gravure. Bruxelles*  
(APR, Archives du Comte de Flandre) non datée, non classée.



# *Het rapport van de Commissie Soenens betreffende de grondwettelijke prerogatieven van de Koning (1949)*

Nina GEENEN

Op 6 augustus 1949 publiceert de Commissie Soenens haar rapport inzake ‘de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling’. Een eerder artikel behandelde de samenstelling en onderzoeksvragen van de Commissie en van de vier subcommissies. In deze bijdrage worden de verslagen van de subcommissies en het definitieve rapport onder de loep genomen <sup>(1)</sup>.

## **1. De voorbereidende rapporten worden besproken door de voltallige commissie**

Tijdens de eerste vergadering van de Commissie Soenens besluiten de commissieleden de vier onderzoeksvragen te verdelen onder evenveel subcommissies. Elk van deze subcommissies bestaat uit een hoogleraar-jurist en een vier-tal parlementsleden. De hoogleraar zet de publiekrechtelijke achtergrond uiteen in een inleidend rapport, op basis waarvan de politici de materie in kwestie aan de politieke realiteit toetsen <sup>(2)</sup>. Concreet betekent dit dat de professoren Walter Ganshof van der Meersch, André Mast, Georges Dor en Paul De Visscher de grondleggers zijn van de definitieve tekst van het rapport <sup>(3)</sup>.

### *a. De uitoefening van het opperbevel van het leger*

De eerste subcommissie wordt voorgezeten door hoogleraar en verslaggever Walter Ganshof van der Meersch, bijgestaan door de parlementairen Robert Gillon (Liberale Partij), William van Remoortel (BSP-PSB), Paul Struye en Ludovic Moyersoen (CVP-PSC). Haar onderzoek handelt

over artikel 68 uit de Belgische Grondwet <sup>(4)</sup>, met name “de uitoefening van het opperbevel van het leger”. Aan de vooravond van de Tweede Wereldoorlog laat Leopold III zijn functie van opperbevelhebber van het leger primeren over die van staatshoofd, iets wat later aan de basis van de politieke crisis die als “de Koningskwestie” bekend staat, zal liggen <sup>(5)</sup>. Het is dus niet verwonderlijk dat de regering Spaak IV de nood

---

Nina Geenen is Master in de Geschiedenis (KU Leuven).

(1) Deze bijdrage is een vervolg op N. GEENEN, “De Commissie Soenens. Oprichting en werking van de parlementaire adviescommissie betreffende de grondwettelijke prerogatieven van de Koning (1949)”, *Museum Dynasticum*, 28 (2017, 1), 23-38. In dat artikel worden alle leden van de Commissie geïdentificeerd en gesitueerd. Beide artikelen zijn een bewerking van onderdelen uit N. GEENEN, *De Commissie Soenens (1949). La commission qui dépasse la question royale*. Onuitgegeven masterproef geschiedenis KU Leuven, Leuven, 2014 (promotor : prof. dr. Gustaaf Janssens). Wij danken prof. em. dr. Gustaaf Janssens voor zijn begeleiding en voor de aanmoediging en steun bij het tot stand komen van onze teksten.

(2) BRUSSEL, Algemeen Rijksarchief [AR], *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Brief van Leopold Soenens aan Joseph Pholien ter gelegenheid van het beëindigen van het werk van de Commissie, 29 juli 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II) : Brief van L. Soenens aan J. Pholien met daarin de dankbetuiging van Henri Moreau de Melen voor het goede werk van de Commissie, 5 augustus 1949. Toen wij aan onze verhandeling werkten berustte het archief van Joseph Pholien in het Archief van het Koninklijk Paleis. Nu wordt het in het Algemeen Rijksarchief bewaard.

(3) Voor meer informatie over deze hoogleraren : N. GEENEN, “De Commissie Soenens”, 26-28.

(4) Na de coördinatie van de Grondwet in 1994, kreeg dit artikel het nummer 167 in plaats van 68.

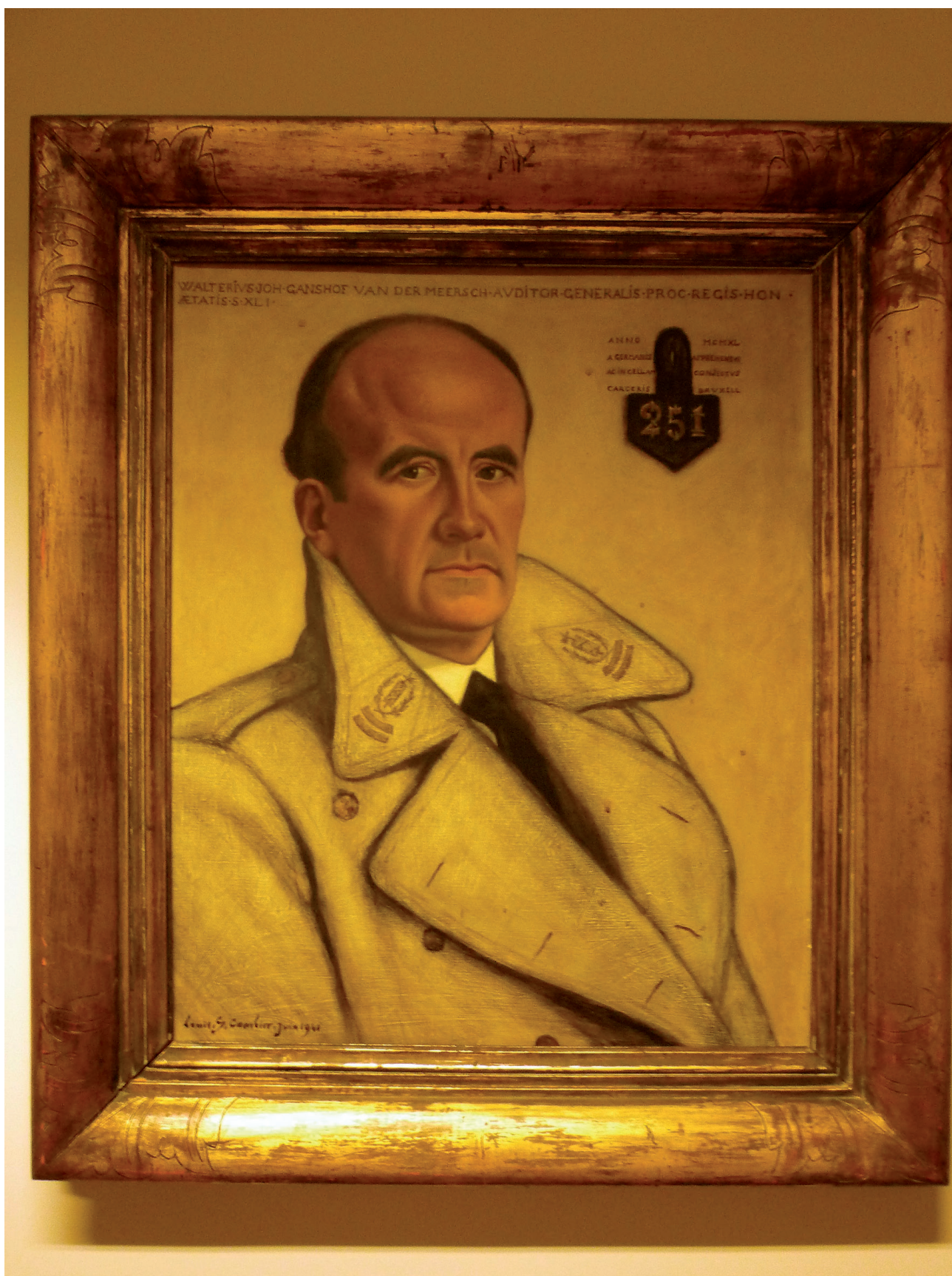
(5) J. STENGERS, *De koningen der Belgen van Leopold I tot Albert II*, Leuven, 1997, 93.





*Leopold Soenens, 1ste Voorzitter van het hof van Cassatie (1946-1951).  
Brussel, Verzameling van het hof van Cassatie.*





*Portret van Walter Ganshof van der Meersch door Louis Gaston Cambier, juin 1941.  
Brussel, Verzameling van het Hof van Cassatie.*

voelt artikel 68 GW te onderwerpen aan een herinterpretatie.

Tijdens de zevende commissievergadering op 25 mei 1949 stelt Walter Ganshof van der Meersch het rapport van de eerste subcommissie aan de voltallige Commissie voor <sup>(6)</sup>. Na een korte inleiding waarin Ganshof van der Meersch de werking van de subcommissie uiteenzet, begint de Brusselse hoogleraar aan zijn lezing. Daarop geven de anderen hun opmerkingen en aanvullingen bij de studie <sup>(7)</sup>.

Het werk telt 67 bladzijden. Toch is dit niet de enige reden waarom de commissie uiteindelijk drie vergaderingen nodig heeft om het volledig te bespreken. Er heerst tweedracht binnen de subcommissie omtrent de aard van het opperbevelhebberschap van de Koning. In zijn verslag geeft Ganshof van der Meersch tekst en uitleg bij de twee naar voor gebrachte standpunten. Volgens de enen oefent de vorst het opperbevel uit als een persoonlijke macht. Volgens anderen is het grondwettelijk beginsel van koninklijke onschendbaarheid en onverantwoordelijkheid algemeen toepasbaar. Dit betekent dat de Belgische ministers ten allen tijde verantwoordelijk zijn, dus ook in oorlogstijd, wanneer de vorst het opperbevel opneemt. Dat standpunt neemt hoogleraar Ganshof van der Meersch aan het einde van zijn rapport zelf ook in. Hij benadrukt echter wel dat er verdeeldheid heerst binnen zijn eigen subcommissie inzake dit onderwerp <sup>(8)</sup>.

Niet alleen binnen de subcommissie, maar ook binnen de voltallige commissie laten er zich verschillende stemmen gelden. Een deel van de Commissie onderschrijft een meer genuanceerde versie van het eerste principe: de Koning oefent het opperbevel in oorlogstijd inderdaad persoonlijk uit, maar heeft wel de instemming van de regering nodig <sup>(9)</sup>. De rest van de Commissie schaart zich achter de tweede stelling. De processen-verbaal bevestigen die verdeeldheid, maar omdat er geen namen worden genoemd, is het aanvankelijk moeilijk een duidelijk zicht te krijgen op wie tot welke groep behoort <sup>(10)</sup>.

Toch kan er een gezicht geplakt worden op de aanhangers van de eerste stelling: Ludovic Moyersoën. Deze CVP-PSC'er introduceert op 31 mei 1949 zijn eigen nota in de Commissie. Daarin trekt hij een duidelijke lijn tussen de academici

die het vraagstuk inzake bevelhebberschap vanuit een puur grondwettelijk oogpunt bekijken en de politici die, volgens hem, meer oog hebben voor "het plan der toepassing" <sup>(11)</sup>. Volgens Moyersoën bieden de hoogleraren geen antwoord op de vraag *an sich*: wie moet er feitelijk bevelen? Het antwoord op die vraag is niet 'een minister', maar wel een generaal die wordt aangesteld door de Koning! Deze situatie wijkt dus af van het algemeen grondwettelijk beginsel. Moyersoën besluit:

*"De Commissie bevestigt met reden als een der grondprincipes van ons parlementair regime: de onbekwaamheid van den Koning om alleen te handelen, de noodzakelijkheid derhalve om steeds gedekt te zijn*

(6) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): "De bevelvoering over het leger en de ministeriële verantwoordelijkheid in Belgisch Grondwettelijk Recht. Verslag van de Sub-Commissie, gesteld op basis van het verslag van de Hr. Ganshof van der Meersch, Professor aan de Universiteit", s.d. Het document is niet gedateerd, maar uit de officiële nummering kan worden afgeleid dat het tussen 12 en 17 mei bij de Commissie is ingediend. Dit archiefstuk is overigens de Nederlandse versie. De Franse versie bevindt zich eveneens in het archief van minister Pholien: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 891: "Le commandement de l'armée et la responsabilité ministérielle en droit constitutionnel Belge. Rapport de la Sous-Commission, établi sur base du rapport de M. Ganshof van der Meersch, Professeur à l'Université", s.d.

(7) BRUSSEL, Archief van het Koninklijk Paleis [AKP], *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119: Proces-verbaal 7 (25 mei 1949).

(8) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): "De bevelvoering over het leger en de ministeriële verantwoordelijkheid in Belgisch Grondwettelijk Recht. Verslag van de Sub-Commissie, gesteld op basis van het verslag van de Hr. Ganshof van der Meersch, Professor aan de Universiteit", s.d.

(9) Deze opvatting onderbouwen de leden van de subcommissie met het feit dat het tot dan toe zo in de praktijk is verlopen (koning Albert I in 1914 en koning Leopold III in 1939-1940).

(10) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Proces-verbaal 8 (31 mei 1949); BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Proces-verbaal 8 (1 juni 1949).

(11) De werken die Moyersoën hier vermeldt, zijn de publicaties van de hoogleraren Walter Ganshof van der Meersch (waarin deze dezelfde redenering volgt als in zijn rapport van de eerste subcommissie) en Paul De Visscher: W. GANSHOF VAN DER MEERSCH, 'Le commandement de l'armée et la responsabilité ministérielle en droit constitutionnel belge', *Revue de l'Université de Bruxelles*, 53 (1949), 1-66; P. DE VISSCHER, 'La Fonction Royale', *La Revue Générale Belge*, 47 (1949), 1-30.

door een minister. Niet alleen mogen handelen, wil niet zeggen niet mogen handelen, integendeel, dit principe veronderstelt een persoonlijke handeling van den Koning voor dewelke bij medeondertekening nodig heeft" (12).

Tijdens diezelfde vergadering op 31 mei beslist de commissie dan ook dat de voornoemde generaal persoonlijk verantwoordelijk dient gesteld voor de uitgevoerde verrichtingen, opdat de kroon ten allen tijde beschermd zou zijn (13). De discussie omtrent dit onderwerp zal desondanks blijven aanslepen tot het einde, waarop de commissie besluit beide hoofdstellingen op te nemen in haar definitief verslag (14).

b. *De kwestie van de benoeming en het ontslag van ministers*

Raadsheer in de Raad van State en hoogleraar André Mast staat aan het hoofd van de tweede subcommissie. De parlementariërs Mgr. Pieter Jan Broeckx en Paul Van Zeeland (CVP-PCS), Leo Collard (BSP-PSB) en Jean Rey (Liberale Partij) vullen de subcommissie aan. Hun opdracht omvat een onderzoek naar een bepaling uit artikel 65 uit de Belgische Grondwet (15), inzake "de kwestie der benoeming en afzetting van de ministers". Hoe wordt dit artikel toegepast en wat is de draagwijdte van dit koninklijk voorrecht in het openbaar leven? Is het te verenigen met de grondwettelijke principes? Dit zijn een aantal vragen die minister Henri Moreau de Melen stelt wanneer hij de commissie met haar taak belast (16).

De Gentse hoogleraar André Mast presenteert zijn verslag betreffende de benoeming en afzetting der ministers op 12 mei 1949 aan de voltallige commissie (17). Mast structureert zijn uiteenzetting aan de hand van drie deelvragen, de eerste zijnde: "De Grondwet heeft het recht om Ministers te benoemen en te ontslaan binnen de eigen bevoegdheidskring van de Koninklijke macht geplaatst. In het eerste gedeelte van dit verslag zullen wij trachten uit te werken welke gevolgtrekkingen uit deze stelling dienen afgeleid" (18). Mast formuleert een uitgesproken antwoord op deze vraag. Volgens hem moet de macht van de politieke partijen ingeperkt worden en moet er worden teruggegaan naar de grondwettelijke werkelijkheid. Dit houdt in dat de Koning "de positieve macht" uitoefent,

namelijk het benoemen van informateurs, formateurs en ministers. Het parlement oefent "de negatieve macht" uit, namelijk het afzetten van regeringen (19).

De tweede deelvraag handelt over de beperkingen die aan deze benoemings- en afzettingsbevoegdheid worden opgelegd. Volgens Mast zijn dit er drie: de koninklijke onschendbaarheid, de ministeriële verantwoordelijkheid en het recht van het staatshoofd om de Kamers te ontbinden. Hier stelt zich echter een probleem: wat gedaan indien een aftredend minister de aanstelling van de nieuwe minister niet wil ondertekenen? Kan de Koning dan onafhankelijk handelen? Het antwoord hierop is "neen": de opkomende minister dient dan zijn eigen aanstelling te ondertekenen (20). Bovendien stelt Mast dat de

(12) BRUSSEL, AKP, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119: "Het opperbevelhebberschap over het leger. Nota van de Hr. L. Moyersoen, Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Lid der Commissie", 31 mei 1949. De meer volledige Franse versie van deze nota berust in het archief van J. Pholien: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 891: "Le commandement en chef de l'armée. Note de Mr. L. Moyersoen, Membre de la Chambre des Représentants, Membre de la Commission", 31 mei 1949.

(13) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Proces-verbaal 8, 31 mei 1949.

(14) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Proces-verbaal 8, 1 juni 1949.

(15) In de gecoördineerde Grondwet van 1994 is dit artikel 46.

(16) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Toespraak van de minister van Justitie n.a.v. de eerste zitting van de Commissie Soenens, 19 maart 1949.

(17) Dit werd niet alleen onder toezicht van de leden van de tweede subcommissie opgesteld, maar ook voorzitter Soenens en commissieleden Pholien en Fayat waren hierbij aanwezig.

(18) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): "De benoeming en de ontzetting van de ministers. Verslag voorgedragen door de Hr. André Mast, Professor aan de Rijksuniversiteit te Gent", 5 mei 1949. De Franse versie van dit stuk berust in het archief van het Secretariaat van koning Leopold III: BRUSSEL, AKP, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119: "La nomination et la révocation des Ministres", s.d.

(19) Door een motie van wantrouwen bij meerderheid goed te keuren.

(20) Mast baseert dit antwoord op verschillende historische voorbeelden, zoals de aanstelling van de eerste ministers in de Belgische geschiedenis. Toen waren er nog geen aftredende ministers om het Koninklijk Besluit ter aanstelling te ondertekenen.

ministeriële verantwoordelijkheid voornamelijk een politieke verantwoordelijkheid is ten opzichte van zowel de Koning als ten opzichten van de Kamers. Het parlement kan het vertrouwen in de regering opzeggen, maar het is de vorst die de ministers van hun taak moet ontslaan. Als het staatshoofd meent dat de houding van de kamers dubbelzinnig is, kan hij het ontslag weigeren.

Ten slotte onderzoekt Mast of er een grondwettelijke oplossing is voor de kwestie van de benoeming en afzetting van ministers in oorlogstijd. De hoogleraar komt tot de conclusie dat de regering, in tijden van oorlog, ministers mag benoemen in geval van volstrekte noodzakelijkheid. De motivatie hiervoor is de nood aan continuïteit binnen het beleid van een land, ook al bevindt het zich in staat van oorlog. Toch raadt Mast het constitutioneel vastleggen van deze uitzonderingen af, aangezien het afbreuk zou kunnen doen aan de bestaande regelgeving. Bovendien acht hij het onmogelijk om op oorlogssituaties te anticiperen, aangezien deze zich altijd anders ontwikkelen<sup>(21)</sup>.

Over het algemeen onderschrijft de Commissie Soenens de resultaten van dit onderzoek en neemt zij die in haar definitief rapport over. Toch voegt de zij nog enkele kanttekeningen toe. Zo merkt een commissielid op dat “de aanduiding door de Koning van een Eerste Minister de enige persoonlijke uitwendige daad van de Koning is (buiten zijn recht geraadpleegd te worden, aan te sporen en te waarschuwen) en dat ook hier het begrip “keuze van de Koning” gekenschetst zou moeten worden”<sup>(22)</sup>. Een ander lid stelt dat de politieke verantwoordelijkheid van de ministers ten overstaan van het parlement voorrang heeft op die aan de vorst<sup>(23)</sup>. Beide bemerkingen worden aan het uiteindelijke rapport van de Commissie toegevoegd.

### c. De persoonlijke onschendbaarheid van de Koning, de ministeriële verantwoordelijkheid en het koninklijk genaderecht

De derde subcommissie bestaat uit verslaggever professor Georges Dor (Universiteit Luik), de volksvertegenwoordigers Hendrik Fayat en François Tielemans (BSP-PSB), de senatoren Joseph Pholien en Cassian Lohest (CVP-PSC) en Leon Cornil, Procureur-Generaal bij het Hof van Cassatie. Deze juristen onderzoeken de

artikelen 63 en 64 uit de Grondwet<sup>(24)</sup> inzake de “persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de ministeriële verantwoordelijkheid”<sup>(25)</sup>. Het onderwerp komt al verscheidene keren aan bod in de verslagen van de andere subcommissies, aangezien het een van de belangrijkste fundamente is van onze parlementaire constitutionele monarchie: “*Le Roi règne et ne gouverne pas*”<sup>(26)</sup>. De Prins-Regent onderschrijft alvast dit rechtsbeginsel<sup>(27)</sup>. Welke draagwijdte schrijft de derde subcommissie toe aan de persoonlijke onschendbaarheid van de vorst en de ministeriële verantwoordelijkheid?

Op maandag 2 mei 1949 begint Georges Dor met de voorstelling van zijn rapport inzake de persoonlijke onschendbaarheid van de Koning

(21) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): “De benoeming en de ontzetting van de ministers. Verslag voorgedragen door de Hr. André Mast, Professor aan de Rijksuniversiteit te Gent”, 5 mei 1949

(22) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Proces-verbaal 5, 25 mei 1949.

(23) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Proces-verbaal 6, 17 mei 1949.

(24) Deze artikelen hebben ondertussen een nieuwe nummering gekregen tijdens het coördineren van de Grondwet in 1994, namelijk art. 88 en 106 GW.

(25) Deze onderzoeksvraag wordt op 17 mei 1949 aangevuld met een studie over “de verantwoordelijkheid der ministers in uitoefening van het koninklijk genaderecht”, op vraag van een commissielid. Op dat moment had de Commissie Soenens haar besprekingen omtrent het rapport van de derde subcommissie reeds voltooid: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Proces-verbaal 6, 17 mei 1949. Uiteindelijk zal deze additionele studie niet mee in het uiteindelijke rapport van de commissie verschijnen. Om die reden wordt de studie van Leon Cornil niet besproken in deze verhandeling. Het aanvullend rapport van Cornil is terug te vinden in het archief van Joseph Pholien: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): “De verantwoordelijkheid der ministers in de uitoefening van het genaderecht. Aanvulsel aan de nota van de Hr. Leon Cornil”, s.d. Uit de officiële nummering van de documenten kan wel opgemaakt worden dat de nota tussen 1 juni en 11 juni bij de commissie is ingediend.

(26) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7589-7600.

(27) Prins Karel zegde over koning Leopold III: “*En Belgique, le roi règne mais ne gouverne pas ; mon frère a voulu régner et gouverner*” (geciteerd in N. GEENEN, *De Commissie Soenens* (1949), p. 9).



*Borstbeeld van Leon Cornil.*  
Brussel, Verzameling van het Hof van Cassatie.



*Joseph Pholien in de Wetstraat.* Herkomst: auteur.

en de ministeriële verantwoordelijkheid. De Luikse hoogleraar deelt zijn verslag op in drie onderwerpen: de onschendbaarheid van de persoon des Konings, de onbekwaamheid van de Koning alleen te handelen en de verantwoordelijkheid van de ministers<sup>(28)</sup>. Tijdens de zittingen van 2 en 5 mei bespreekt hij de eerste twee thema's. Het derde komt tijdens de vergadering van 12 mei 1949 aan bod<sup>(29)</sup>.

Volgens Dor kan de onschendbaarheid van de Koning doorgetrokken worden op zowel het juridische als het politieke en parlementaire domein. De vorst is als persoon straf- en burgerrechtelijk onschendbaar. Ook zijn “middelen van uitvoering” staan “onder bescherming”<sup>(30)</sup>. De verslaggever acht de bestaande wettelijke bepalingen voldoende om de onschendbaarheid van de Koning te beschermen. Voorts geniet de Koning eveneens een politieke en parlementaire onschendbaarheid<sup>(31)</sup>. Zowel de regering als het parlement dienen deze te respecteren en mogen de vorst niet “ontbloten” en/of in opspraak te brengen<sup>(32)</sup>. Dor baseert zich hier op verschillende argumenten. Zo redeneert hij dat de onschendbaarheid bij het statuut van Koning hoort, dat er juridisch gezien geen

(28) Dit rapport werd niet alleen onder toezicht van de leden van de derde subcommissie opgesteld, maar ook hoogleraar Paul De Visscher was hierbij aanwezig. François Tielemans, officieel aangewezen als lid van deze subcommissie was niet aanwezig bij de besprekingen : BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : “De persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de verantwoordelijkheid der Ministers. Verslag ingediend door de H. Georges Dor, Professor aan de Universiteit te Luik”, s.d. Uit de officiële nummering van de commissiedocumenten kan worden opgemaakt dat het verslag tussen 13 en 27 juni werd ingediend. De Franse versie van het rapport is raadpleegbaar in : BRUSSEL, AKP, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119 : “L'inviolabilité personnelle du Roi et la responsabilité des Ministres”, s.d.

(29) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 3, 2 mei 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 4, 5 mei 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 5, 25 mei 1949.

(30) Wanneer het bezit van de Koning staatsdomein is, is dit onvervreemdbaar en onaantastbaar. Tegen het persoonlijk bezit van de Koning kunnen wel uitvoeringsmiddelen genomen worden, indien de persoon van de Koning hierbij niet geschonden wordt.

(31) Dor benadrukt hier dat deze onschendbaarheid enkel voor de persoon van de vorst geldt en niet voor diens familieleden.

(32) Daartoe dient het zogenoemde “colloque singulier”, de zwijgplicht die van kracht is nadat men bij de Koning op audiëntie is geweest. Niet alleen ministers en

geldig rechtscollege bestaat om het hoofd van de uitvoerende macht te berechten en dat, om politieke redenen, de veroordeling van een vorst de “onttroning van een dynastie” kan veroorzaken<sup>(33)</sup>. De Commissie Soenens bekrachtigt de bewijsvoering van Dor. Wel meent zij dat de nuancering inzake de goederen van de Koning<sup>(34)</sup> doorgetrokken kan worden naar diens burgerlijke verplichtingen in het algemeen. Bovendien acht zij de juridische beweegredenen onnodig, aangezien het systeem van onschendbaarheid voornamelijk legitimatie put uit haar politieke aard<sup>(35)</sup>.

De Koning kan niet alleen handelen. Concreet bepaalt artikel 64 uit de Grondwet van 1831 :

“Geen besluit van de Koning is van kracht, tenzij het medeondertekend is door een minister die, door zijn medeondertekening alleen, daarvoor verantwoordelijk wordt”<sup>(36)</sup>.

De intentie van de grondwetgever is hier duidelijk : de onbekwaamheid van de vorst alleen te handelen, is onlosmakelijk verbonden met de ministeriële verantwoordelijkheid. Er moet, juridisch gezien, altijd iemand verantwoordelijk gesteld kunnen worden voor uitgevoerde acties. In dit geval is dat niet de vorst zelf, maar zijn het zijn ministers<sup>(37)</sup>. Dor benadrukt dat het niet enkel om de medeondertekening (“*contresigné*”) van wetten en besluiten gaat, maar om elke uitwendige uitdrukking van koninklijk gezag. De handelingen die de vorst als privaat persoon stelt (en niet politiek getint zijn!) vallen daarbuiten : betrokkenheid van de ministers is dan niet nodig<sup>(38)</sup>. De Commissie Soenens gaat akkoord met deze redenering, maar benadrukt wel dat de verantwoordelijkheid van de ministers betrekking heeft op alle politieke daden van de Koning<sup>(39)</sup>.

Wat nu als de vorst een bevoegdheid uitoefent zonder de medewerking van zijn ministers, of wanneer hij zich tot het land richt met persoonlijke gedachten die niet gesteund worden door zijn regering? In het kader van de Koningskwestie zijn dit belangrijke overwegingen. Volgens Dor kan en mag de Koning geen prerogatieven<sup>(40)</sup> uitoefenen zonder uitdrukkelijke of stilzwijgende steun van zijn ministers, aangezien dit buiten zijn uitdrukkelijk toegewezen bevoegdheden zou vallen<sup>(41)</sup>. Kan de vorst zich dan wel persoonlijk tot het volk richten zonder goedkeuring van een minister? De derde subcommissie meent dat dit

kan voor niet-politieke boodschappen. Wanneer het een politieke boodschap betreft, blijft de onbekwaamheid alleen te handelen gelden. De ministeriële verantwoordelijkheid geldt en bijgevolg resten er maar twee opties : of de minis-

---

parlementsleden moeten zich hier aan houden, maar ook alle burgers die ontvangen worden door de vorst : M. CLEMENT, R. SENELLE & E. VAN DE VELDE, *Handboek voor de Koning*, Tielt, 2004, 372-73.

(33) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : “De persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de verantwoordelijkheid der Ministers. Verslag ingediend door de H. Georges Dor, Professor aan de Universiteit te Luik”, s.d.

(34) Namelijk dat hij voor het beheer van zijn persoonlijke goederen geen medeondertekening nodig heeft.

(35) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 3, 2 mei 1949.

(36) De oorspronkelijke versie van de Belgische grondwet is in het Frans. Het artikel luidt als volgt : «*Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet, s'il n'est contresigné par un ministre, qui, par cela seul, s'en rend responsable*».

(37) Eén is volgens de Grondwet al voldoende, hoewel dit in praktijk meestal door de gehele ministerraad wordt besproken. Bovendien benadrukt Dor hier dat de ministers vrijwillig medeondertekenen: het kan hen niet opgelegd worden. Indien ze bedenkingen hebben, kunnen ze hier met de vorst over onderhandelen. Bij blijvend conflict kunnen ze hun ontslag indienen. Op basis hiervan kan, volgens de hoogleraar, hun verantwoordelijkheid voor de Koning zijn (politieke) daden gerechtvaardigd worden.

(38) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : De persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de verantwoordelijkheid der Ministers. Verslag ingediend door Georges Dor, hogleraar aan de Universiteit te Luik, s.d.

(39) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 5, 25 mei 1949

(40) Er ontstaat bovendien een discussie binnen de voltallige commissie inzake het gebruik van de woorden “koninklijke bevoegdheden” en “prerogatieven”. Paul De Visscher schrijft een nota over het correcte gebruik van deze termen. De Nederlandstalige versie van dit verslag is te raadplegen in : BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II) : Machten, voorrechten en prerogatieven van de Koning, 5 mei 1949. De Franse versie bevindt zich in het *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119. Uiteindelijk besluit de Commissie het woord “prerogatieven” te weren uit haar definitief rapport en de woorden “macht” of “persoonlijke macht” te hanteren : BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 4, 5 mei 1949.

(41) Dor verwijst hier naar artikel 78 uit de Belgische grondwet van 1831 : “De Koning heeft geen andere macht dan die welke de Grondwet en de bijzondere krachtens de Grondwet uitgevaardigde wetten hem uitdrukkelijk toekennen”.

ter(raad) neemt zijn/haar verantwoordelijk op of neemt ontslag<sup>(42)</sup>. De Commissie Soenens gaat akkoord met deze redenering.

d. *Het Kabinet van de Koning*

Professor Paul De Visscher (Universiteit Leuven) is verslaggever van de vierde subcommissie. Hij wordt in zijn taak bijgestaan door de parlementsleden Jean Allard, Georges Housiaux, Antoon Spinoy<sup>(43)</sup> (BSP-PSB) en Louis Kiebooms (CVP-PSC). Het onderwerp van hun studie is “de taak van het persoonlijk kabinet van de Koning en de keuze zijner leden”. De subcommissie keurt het inleidend rapport van De Visscher op 13 april 1949 goed en stelt het veertien dagen later de eerste keer aan de voltallige Commissie voor<sup>(44)</sup>.

Volgens De Visscher is een algemene studie met betrekking tot het Kabinet van de Koning niet nodig, maar moet enkel het statuut van dit orgaan<sup>(45)</sup> bekeken worden. Dit statuut behelst *sensu stricto* : het geheel van private medewerkers van de Koning die hem in de uitoefening van zijn politieke functies bijstaan. Eerst bespreekt De Visscher de oorsprong van en het gebrek aan grondwettelijke regelgeving voor het Kabinet van de Koning. Hij haalt hier vooral de persoonlijke vertrouwensband tussen vorst en kabinetsleden aan. Na deze inleiding gaat de verslaggever dieper in op de kern van de zaak : de keuze van de kabinetsleden, hun vereiste hoedanigheden en hun bevoegdheden. Hij bespreekt verder ook nog het aantal en de wedden, maar de Commissie oordeelt dat deze onderwerpen niet relevant zijn voor haar onderzoek<sup>(46)</sup>.

Wat is volgens De Visscher de concrete taak van een lid van het Kabinet van de Koning? Aangezien de ministers op regelmatige basis komen en gaan, heeft de Koning nood aan een aantal vaste medewerkers die hem bijstaan in zijn bevoegdheden. Zij dienen de vorst te ondersteunen in de uitvoering van diens koninklijke prerogatieven, namelijk “*the right to be consulted, to encourage and to warn*”. Dit doet het kabinetslid door de vorst te informeren over de sociale en politieke ontwikkelingen op zowel binnenlands als internationaal vlak. Bovendien staat het kabinetslid ter beschikking van zowel de vorst als de ministers, wanneer er tussen de twee partijen gecommuniceerd moet worden. De Visscher noemt de kabinetsleden “private raadgevers van

de Koning”, maar zijn collega’s-commissieleden wijzen hem er op dat dit geen gepaste term is. Volgens de Commissie zijn volgens de Grondwet enkel de ministers de raadgevers van de Koning en is de term “medewerker” hier meer gepast<sup>(47)</sup>.

(42) De Commissie onderstreept dat wanneer bij kennisgeving van een daad van de Koning de ministers geen ontslag nemen, zij de daad automatisch dekken. BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : “De persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de verantwoordelijkheid der Ministers. Verslag ingediend door de H. Georges Dor, Professor aan de Universiteit te Luik”, s.d.

(43) Of dit commissielid al dan niet actief heeft deelgenomen aan het opstellen van het rapport is twijfelachtig. Spinoy is slechts op één vergadering van de Commissie Soenens aanwezig en tijdens die vergadering komt het verslag van de vierde subcommissie niet aan bod : GENT, Amsab-ISG, *Archief van Henri Fayat*, nr. 182 : Nota inzake de aanwezigheid van de leden op de vergaderingen van de Commissie, 27 juli 1949.

(44) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 2, 27 april 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : “Het Kabinet van de Koning. Inleidend verslag ingediend door de H. Paul De Visscher, Professor aan de Universiteit te Leuven en goedgekeurd door de 4e Sub-Commissie op 13e april 1949”, 13 april 1949. Dit is de Nederlandse versie van het verslag. De Franstalige versie is raadpleegbaar in BRUSSEL, AKP, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119 : “Le cabinet du Roi. Rapport Introductif présenté par M. Paul De Visscher, Professeur à l’Université de Louvain”, 13 april 1949. In datzelfde archief zitten ook de opmerkingen van kabinetschef J. Pirenne. Hij concludeert dat het rapport de onafhankelijkheid van het Kabinet van de Koning onderschrijft, een stelling waarbij hij zich aansluit: BRUSSEL, AKP, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119 : “Note relative au rapport déposé par Monsieur P. De Visscher, Professeur à l’Université de Louvain sur la question du cabinet du Roi”, s.d.

(45) De Commissie Soenens zal hem tijdens de besprekingen van het rapport wijzen op het feit dat “orgaan” geen correcte term is, maar het begrip “onderdeel” gehanteerd moet worden : BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 2, 27 april 1949.

(46) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Het Kabinet van de Koning. Inleidend verslag ingediend door de H. Paul De Visscher, Professor aan de Universiteit te Leuven en goedgekeurd door de 4e Sub-Commissie op 13e april 1949, 13 april 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 2, 27 april 1949.

(47) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Het Kabinet van de Koning. Inleidend verslag ingediend door de H. Paul De Visscher, Professor aan de Universiteit te Leuven en goedgekeurd door de 4e Sub-Commissie op 13e april 1949, 13 april 1949 ; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (I) : Proces-verbaal 3, 2 mei 1949.



In zijn rapport benadrukt De Visscher meermaals de statutaire onafhankelijkheid van de kabinetsleden. Zij worden door de Koning gekozen en benoemd, waarbij de handtekening van de ministers niet vereist is. Wel is het aangewezen dat de Koning de benoemingen voorlegt aan de ministerraad, waarop deze haar advies kan geven. Deze goedkeuring is echter niet bindend en ministers kunnen geen veto stellen tegen iemands aanstelling. De volstreekte onafhankelijkheid van het kabinetslid geldt niet enkel tegenover de regering, maar ook ten aanzien van de politieke partijen. De medewerker van de Koning moet volledig vrij zijn van enige politieke kleur. Op die manier kan hij de vorst op een objectieve manier informeren. Ten slotte is het kabinetslid onafhankelijk van de Koning zelf: hij moet enkel verantwoording afleggen aan de vorst, maar het belang van de staat primeert ten allen tijde<sup>(48)</sup>.

## 2. De laatste stappen naar “het Rapport van de Commissie Soenens”

De vier voorbereidende rapporten leggen de inhoudelijke basis voor het definitieve verslag van de Commissie Soenens. Wel moeten zij nog tot een samenhangend geheel worden samengevoegd. Dit blijkt minder eenvoudig dan verwacht, wanneer de politieke achtergrond van twee commissieleden voor een conflict zorgt.

### a. De onverenigbare verslagen van Fayat en Pholien

De Commissie belast de parlementairen H. Fayat en J. Pholien met het opstellen van een eigen ontwerp van algemeen verslag<sup>(49)</sup>. Tijdens de vergaderingen luisteren de parlementairen aandachtig naar de voorbereidende rapporten van de subcommissies. Deze studies bieden het fundament waarop zij hun ontwerp van algemeen verslag zullen bouwen en zij zullen de inhoud van de voorbereidende teksten dan ook in grote trekken overnemen. Naarmate hun individuele ontwerpen vorm krijgen, ontstaat er echter een probleem. Beide heren willen elk hun accenten leggen op het algemeen rapport en rond begin juni wordt het duidelijk dat zij er tegenstrijdige opvattingen op na houden<sup>(50)</sup>.

Fayat en Pholien raken in een hardnekkig debat verwikkeld inzake de onschendbaarheid van de Koning en de ministeriële verantwoordelijk-

heid<sup>(51)</sup>. Pholien vreest dat de visie van zijn socialistische collega een uitholling van de koninklijke functie tot gevolg zal hebben, wat de vorst bijgevolg tot een “gestandaardiseerd persoon” zou herleiden. Dit moet volgens Pholien tot elke prijs vermeden worden. Hij vat het conflict kort maar *to the point* samen:

*«Il y a entre votre conception et la mienne une différence assez profonde: vous considérez que le pivot de l'institution royale est l'incapacité du Roi d'agir seul et vous subordonnez l'application de l'inviolabilité à la circonstance que le Roi aurait été couvert par les Ministres. Je crois quant à moi que le pivot de l'institution royale est l'inviolabilité qui a un caractère absolu. Par contre dans le domaine politique le Roi ne peut faire acte valable sans le contre-seing ministériel»*<sup>(52)</sup>.

Pholien onderneemt nog een aantal pogingen om toenadering te zoeken tot Fayat, door een aantal van diens passages over te nemen in zijn eigen rapport. De senator wil het liefst een homogeen ontwerp van algemeen verslag aan de Commissie voorleggen<sup>(53)</sup>. De fundamentele aard van het meningsverschil maakt dit echter onmogelijk. Eind juni realiseren beide heren zich dat zij geen compromis zullen bereiken en gaan zij te rade bij commissievoorzitter Soenens<sup>(54)</sup>. Hij neemt,

(48) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Het Kabinet van de Koning. Inleidend verslag ingediend door de H. Paul De Visscher, Professor aan de Universiteit te Leuven en goedgekeurd door de 4<sup>e</sup> Sub-Commissie op 13<sup>e</sup> april 1949, 13 april 1949.

(49) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): Proces-verbaal 2, 27 april 1949.

(50) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 891: Brief van Fayat aan Pholien inzake ontwerp van algemeen verslag, 7 juni 1949; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van algemeen verslag, 8 juni 1949.

(51) Het *Archief van Joseph Pholien* bevat de briefwisseling tussen Pholien en Fayat inzake het ontwerp van algemeen verslag uit de periode 11 mei - 14 juli 1949: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II) en nr. 891.

(52) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van algemeen verslag, 25 juni 1949.

(53) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van algemeen verslag, 8 juni 1949; BRUSSEL, AKP, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Soenens inzake de vorderingen en ontwikkelingen bij het ontwerpen van een algemeen verslag, 22 juni 1949.

(54) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van

in samenspraak met de minister van Justitie, de kwestie in beraad. Op 5 juli besluit hij dat beide ontwerpen aan de voltallige Commissie zullen worden voorgelegd <sup>(55)</sup>.

De twee ontwerpen zijn een stuk uitgebreider dan het uiteindelijke rapport van de Commissie Soenens. Zo telt het rapport van Hendrik Fayat wel 114 pagina's. Over het algemeen neemt Fayat de inhoud en structuur van de voorbereidende werken over. Zo schenkt hij aandacht aan de voorgeschiedenis van bepaalde constitutionele bepalingen en bespreekt hij bijkomende onderwerpen <sup>(56)</sup>. Over dit laatste uit Pholien meermaals zijn bedenkingen: Fayat dwaalt volgens hem te ver af van het opzet van de Commissie <sup>(57)</sup>. Het ontwerp van Joseph Pholien bestaat uit een 51-tal bladzijden en is beknopter dan dat van Fayat. De structuur van dit ontwerp leunt meer aan bij die van het definitieve rapport dat de Commissie zal publiceren <sup>(58)</sup>.

#### b. Het definitieve rapport komt tot stand

Tijdens de vergadering van 14 juli 1949 vraagt voorzitter Soenens, op voorstel van een commissielid, aan André Mast om de verslagen van Fayat en Pholien te synthetiseren tot een samenhangend geheel <sup>(59)</sup>. Mast presenteert zijn synthese in twee zittingen. Op 19 juli bespreekt hij de eerste twee hoofdstukken, namelijk het hoofdstuk betreffende de onschendbaarheid van de Koning en de ministeriële verantwoordelijkheid en dat betreffende de benoeming en het ontslag van de ministers <sup>(60)</sup>. Een week later behandelt hij het bevelhebberschap over het leger en het Kabinet van de Koning <sup>(61)</sup>. Deze teksten vormen, na een aantal kleine aanpassingen, het definitieve rapport van de Commissie Soenens <sup>(62)</sup>. De commissieleden kiezen er uiteindelijk voor om het rapport zonder bijlagen te publiceren <sup>(63)</sup>. Hieronder volgt een overzicht van de inhoud <sup>(64)</sup>.

### 3. Het Rapport

De eerste vraag die de Commissie beantwoordt, luidt: "Welke is de draagwijdte van de persoonlijke onschendbaarheid van de Koning en de verantwoordelijkheid van zijn ministers?" De Commissie oordeelt de onschendbaarheid van de persoon van de Koning absoluut en onlosmakelijk verbonden met de ministeriële

algemeen verslag, 25 juni 1949; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Fayat aan Pholien inzake ontwerp van algemeen verslag, 28 juni 1949.

(55) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake het indienen van beider ontwerpen van algemeen verslag, 1 juli 1949; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Soenens aan alle commissieleden met het verzoek beide ontwerpen van algemeen verslag te bekijken, 5 juli 1949. Beide ontwerpen zijn overigens raadpleegbaar in het *Archief van Joseph Pholien*.

(56) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): *Projet de Rapport Général présenté par Monsieur H. Fayat*, 5 juli 1949. Fayat dient vóór 9 juli nog een tweetal bladzijden met aanpassingen in: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (I): *Corrigenda au Projet de Rapport Général présenté par Monsieur H. Fayat*, s.d.

(57) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van algemeen verslag, 16 juni 1949; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Fayat aan Pholien inzake ontwerp van algemeen verslag, 20 juni 1949; BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): Brief van Pholien aan Fayat inzake ontwerp van algemeen verslag, 25 juni 1949.

(58) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): *Ontwerp van Algemeen Verslag ingediend door de H. J. Pholien*, 5 juli 1949.

(59) BRUSSEL, AR, *Archief van het Secretariaat van koning Leopold III (J. Pirenne)*, nr. 119: *Proces-verbaal 10*, 14 juli 1949. Dit proces-verbaal is dat van de elfde vergadering van de voltallige commissie, maar door een vergissing werd het met het volgnummer 10 aangeduid. De fout wordt opgemerkt en rechtgezet in het proces-verbaal van de twaalfde vergadering. Zie de voetnoot in BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): *Proces-verbaal 12*, 19 juli 1949.

(60) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): *Synthese des Projets de Rapport Général. I. Inviolabilité du Roi et responsabilité des ministres, II. Nomination des ministres, Présentée par Mr. Mast, Professeur à l'Université de Gand*, 18 juli 1949.

(61) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): *Synthese des Projets de Rapport Général. III. Le Commandement des forces armées, IV. Le Cabinet du Roi, Présentée par Mr. Mast, Professeur à l'Université de Gand*, 23 juli 1949.

(62) Zo stelt liberaal volksvertegenwoordiger Jean Rey een nota op met een aantal opmerkingen: BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pholien*, nr. 890 (II): "Amendement proposé par M. Rey au texte du rapport de la Commission (Chapitre I et Chapitre II)", 22 juli 1949. Zijn voornaamste toevoeging handelt over "de vraagstukken welke de uitoefening van de macht stelt wanneer de grondwettelijke organen, door het feit van de oorlog, uit elkaar zijn gerukt". Hij onderschrijft hier hetzelfde principe dat Mast in zijn voorbereidend rapport verdedigde: N. GEENEN, *De Commissie Soenens (1949)*, p. 39-40. Dit addendum wordt uiteindelijk opgenomen in het rapport van de commissie: *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke*

verantwoordelijkheid. Aangezien de Koning onbekwaam is alleen te handelen, bepaald art. 64 van de Grondwet dat de ministers al zijn besluiten moeten medeondertekenen om deze kracht te geven. De Commissie interpreteert deze grondwettelijke bepaling in ruime zin : niet alleen geschreven akten, maar ook “elke daad van de Koning, die rechtstreeks of onrechtstreeks een politieke weerslag kan hebben, [moet] door een minister gedekt worden” (65).

Deze ministeriële verantwoordelijkheid is volgens de Commissie vrijwillig, waardoor “het fundamenteel beginsel van de verantwoordelijkheid der gezagvoerders ten aanzien van de soevereine Natie [wordt] gevrijwaard”. Deze samenspraak tussen de vorst en zijn ministers moet geheim blijven. Dit *colloque singulier* zorgt ervoor dat de Kroon niet ontbloot wordt : de Koning mag nooit in opspraak komen. Dit is vooral belangrijk wanneer er zich een discrepantie voordoet tussen de opinie van de Koning en die van zijn ministers. Het rapport Soenens houdt, met de Koningskwestie in het achterhoofd, rekening met zulke situaties. Wanneer de onenigheid tussen vorst en ministers onoplosbaar blijkt, hebben deze laatsten geen andere uitweg dan het aanbieden van hun ontslag. De Commissie benadrukt echter wel dat “de Kamers (...), hetzij vóór, hetzij na een ontbinding, altijd het laatste woord hebben” (66).

De tweede onderzoeksvraag luidt als volgt : “Welke is, in ons openbaar leven, de omvang van de macht welke artikel 65 van de Grondwet, betreffende de benoeming en de ontzetting der ministers, aan de Koning toekent?”. Volgens art. 65 benoemt en ontslaat de Koning zijn ministers. De Commissie Soenens wijst er echter op dat dit recht zowel door verschillende andere grondwettelijke bepalingen, als door praktische factoren wordt beperkt. Zo meent de Commissie dat, bij het benoemen van ministers, de vorst zijn invloed voornamelijk kan uitoefenen door het aanstellen van de formateur (67). De politieke partijen moeten hier dus een stap opzij zetten. Het actief ontslaan van ministers kan enkel door het parlement. De Koning heeft wel de keuze een ontslag te aanvaarden of te weigeren. Van dit recht kan hij volgens de Commissie gebruik maken wanneer “de uitdrukking van afkeuring uitgaat van een partij of van een harer organen” (68).

De derde onderzoeksvraag luidt : “Wat is het bevelhebberschap over het leger? Hoe wordt het in oorlogstijd uitgeoefend?”. Het onderwerp zorgt voor heel wat controverse binnen de Commissie. De Koningskwestie bereikt op dat moment haar hoogtepunt en de herinneringen aan de Tweede Wereldoorlog liggen nog vers in het geheugen. Het Rapport Soenens vermeldt twee standpunten. Die komen reeds voor in het voorbereidend verslag van de eerste subcommissie en werden eerder in dit artikel reeds verduidelijkt (69). Opmerkelijk is de volgende passage uit het rapport :

*“Op 10 Mei 1940 begaf de Koning zich naar zijn hoofdkwartier, en deze daad werd door de Voorzitters van de twee vergaderingen in het Parlement aangekondigd en de Eerste-Minister verklaarde onder meer : ‘... daar waar het gevecht begonnen is, moet de Overste aanwezig zijn’. Uit deze feiten blijkt dat onze Koningen, telken male ons Land aangevallen werd, het werkelijk bevel over het leger namen en dat deze*

---

*beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling, in Belgisch Staatsblad (06 augustus 1949), 7594-95.*

(63) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (II) : Proces-verbaal 12, 19 juli 1949.

(64) De kwestie van het vorstelijk genaderrecht, die tijdens de werkzaamheden van Commissie nog aan de derde subcommissie werd toevertrouwd, komt wel aan bod in het rapport van Fayat, maar wordt uiteindelijk in het definitieve rapport van de Commissie niet weerhouden. Zie ook hoger, voetnoot 25.

(65) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling, in Belgisch Staatsblad (6 augustus 1949), 7592.*

(66) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling, in Belgisch Staatsblad (6 augustus 1949), 7592-7593.*

(67) Dat is de persoon die de taak krijgt een regering samen te stellen en deze nadien te leiden als eerste minister. De keuze van de formateur ligt dus bij de Koning, wat een bepalende rol kan spelen in de werking van een regering.

(68) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verhoudingen der grote grondwettelijke machten onderling, in Belgisch Staatsblad (6 augustus 1949), 7593-7594.*

(69) Zie *supra*, blz. 16.

Bruxelles, le 29 juillet 1949.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer la conversation que j'ai eue hier avec vous.

La Commission pour l'examen de certains principes constitutionnels, dont la mission expirait le 27 juillet 1949, a terminé à cette date ses travaux, par un vote sur l'ensemble de son rapport.

Celui-ci a été approuvé par treize membres.

Six se sont abstenus de le voter et ont motivé leur abstention dans une déclaration écrite, dont l'un d'eux a donné lecture et que je vous adresse ci-jointe en annexe.

Plusieurs membres ayant exprimé leur regret au sujet de cette abstention, cinq des membres qui se sont abstenus (l'un d'eux ayant quitté la séance) ont proposé de vous demander une prorogation pour trois mois de la mission de la Commission aux fins d'élargissement du champ d'étude des problèmes discutés, par l'examen plus approfondi des trois points suivants :

le rôle du Premier Ministre;  
la solidarité ministérielle;  
la signification des termes « pouvoirs royaux ».

Il a été entendu que le rapport ne serait déposé en vos mains, tel qu'il a été voté, que dans le cas où vous jugeriez ne pas pouvoir proposer une prorogation.

Vous avez bien voulu me dire que vous estimeriez ne pas pouvoir le faire.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous remettre par la présente le rapport de la Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Commission,

(s) L. SOENENS.

à Monsieur le Ministre de la Justice.

*Déclaration de MM. Allard, Collard, Fayat, Housiaux, Tielemans et Van Remoortel s'abstenant au vote sur le rapport.*

Paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'extrême concision du rapport n'a pas permis d'exposer d'une manière suffisamment développée les principes et les règles qui conditionnent la bonne application du régime parlementaire.

Il y a là une source de malentendus pour l'avenir.

## Paragraphe 2.

Des réalités vivantes de notre droit public sont à peine relevées ou sont même passées sous silence, par exemple : la solidarité gouvernementale, l'importance du rôle du Premier Ministre, la règle que le Roi se conforme aux décisions du Gouvernement qui a la confiance des Chambres, etc.

## Paragraphe 3.

Sans doute, prises en détail, plusieurs des propositions que contient le rapport ne soulèvent-elles aucune réelle opposition.

Mais l'ensemble du texte n'indique pas d'une façon suffisamment claire et précise les exigences du régime parlementaire en fonction de l'irresponsabilité politique du Roi, sauvegarde de son inviolabilité.

Dans une monarchie parlementaire, le Roi n'exerce pas « personnellement » des « pouvoirs ».

Cette position de principe est conforme à l'esprit et à la lettre de la Constitution belge. Un des membres les plus influents du Congrès national, Joseph Lebeau, n'a-t-il pas déclaré : « La Royauté en effet n'est pas à proprement parler un pouvoir. Comment dire qu'il y ait pouvoir lorsque toute faculté d'agir est interdite sans l'assentiment d'autrui? Telle est la position de la Couronne, assujettie qu'elle est par le contreseing de la volonté du Conseil. »

La règle veut donc que le Roi se conforme aux avis de ses ministres et, en dernière analyse, aux décisions délibérées de son Gouvernement, qui tient son autorité des Chambres et qui est responsable devant celles-ci.

4

Brussel, 29 Juli 1949.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer U het onderhoud te bevestigen dat ik gisteren met U gehad heb.

De Commissie van onderzoek over de toepassing van sommige grondwettelijke beginselen, wier zending op 27 Juli 1949 een einde nam, heeft op deze datum haar werkzaamheden beëindigd door een stemming over het geheel van haar verslag.

Dit laatste werd door dertien leden goedgekeurd.

Zes leden hebben zich onthouden het te stemmen en hebben hun onthouding met redenen omkleed in een geschreven verklaring, waarvan een hunner lezing gegeven heeft en die ik U in bijlage laat geworden.

Daar meerdere leden hun spijt hadden uitgedrukt over deze onthouding, hebben vijf der leden die zich onthouden hebben (waar een onder hen de zitting verlaten heeft) voorgesteld U een verlenging te vragen van drie maanden van de zending van de Commissie met het doel het studieveld van de besproken vraagstukken uit te breiden door het meer grondig onderzoek van de volgende drie punten :

de rol van de Eerste-Minister;  
de ministeriële solidariteit;  
de betekenis der bewoordingen « koninklijke machten ».

Er werd overeengekomen dat het verslag, zoals het gestemd werd, U slechts zou ter hand gesteld worden in het geval waarin U zoudt oordelen geen verlenging te kunnen voorstellen.

U hebt mij wel willen zeggen dat U achtte dit niet te kunnen doen.

In deze voorwaarden heb ik de eer U hierbij het verslag van de Commissie te laten geworden.

Gelieve te aanvaarden, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn gans bijzondere hoogachting.

De Voorzitter van de Commissie,

(w.g.) L. SOENENS.

Aan de heer Minister van Justitie.

*Verklaring van de heren Allard, Collard, Fayat, Housiaux, Tielemans en Van Remoortel, die zich onthouden van de stemming over het verslag.*

## Paragraaf 1.

De uiterste beknoptheid van het verslag heeft niet toegelaten op een voldoende uitgebreide wijze de beginselen en de regels uiteen te zetten die de goede toepassing van het parlementair staatsstelsel bedingen.

Er ligt daar een bron van misverstanden voor de toekomst.

## Paragraaf 2.

Levende werkelijkheden van ons publiek recht worden ternauwernood aangemerkt of worden zelfs verzwegen, bij voorbeeld : de gouvernementele solidariteit, het belang van de rol van de Eerste-Minister, de regel dat de Koning zich schikt naar de beslissingen van de Regering die het vertrouwen van de Kamers heeft, enz.

## Paragraaf 3.

Ontgetwijfeld doen afzonderlijk genomen meerdere stellingen die het verslag bevat, geen enkele werkelijke oppositie oprispen.

Maar het geheel van de tekst duidt niet, op een voldoende klare en nauw omschreven wijze, de vereisten aan van het parlementair staatsstelsel in functie van de politieke onverantwoordelijkheid van de Koning, die zijn onschendbaarheid beschermt.

In een parlementaire monarchie, oefent de Koning niet « persoonlijk » « machten » uit.

Deze principiële stelling is eensluidend met de geest en met de letter van de Belgische Grondwet. Heeft een der meest invloedrijke leden van het Nationaal Congres, Joseph Lebeau, niet verklaard : « La royauté, en effet, n'est pas à proprement parler un pouvoir. Comment dire qu'il y ait pouvoir, lorsque toute faculté d'agir est interdite sans l'assentiment d'autrui? Telle est la position de la Couronne, assujettie qu'elle est par le contreseing de la volonté du Conseil. »

De regel wil dus dat de Koning zich schikt naar de adviezen zijner ministers en, ten slotte, naar de beraadslaagde beslissingen van zijn Regering die haar gezag van de Kamers houdt en die voor deze verantwoordelijk is.

*beslissing steeds goedgekeurd werd door de ministers, en zelfs door de ganse Natie* (70).

De Commissie gaat een veroordeling van Leopold III en diens daden uit de weg en houdt zich op die manier op de vlakte. Zij bevestigt hier nogmaals dat zij geen politiek oordeel moet vellen, maar dat het haar taak is het grondwettelijk statuut van de Koning en diens prerogatieven te herbekijken. Het vierde en laatste hoofdstuk van het rapport beantwoordt de vraag: “Welke zijn het statuut en de rol van de leden van het Kabinet van de Koning?”. De commissieleden bestempelen de kabinetsleden van de Koning als “private medewerkers die in de politieke strijd niet betrokken zijn”. De Koning kan hen vrij benoemen. Het rapport benadrukt dat de leden geen enkele eigenlijke macht hebben, waardoor zij ook geen verantwoordelijkheid dragen binnen de staat. Hun taak is het informeren van het staatshoofd en, altijd met het welzijn van de natie in het achterhoofd, de contacten tussen Koning en de ministers te vergemakkelijken. De leden van het Kabinet van de Koning dienen te allen tijde apolitiek en bescheiden te blijven (71).

#### 4. De leden van de socialistische delegatie onthouden zich

Wanneer de Commissie de definitieve versie van het rapport op 27 juli 1949 goedkeurt, weigeren de zes socialistische commissieleden de tekst te bekrachtigen. Aanvankelijk vragen zij om een verlenging van werktermijn om het onderzoek van de Commissie te kunnen uitbreiden. Dit verzoek wordt echter niet ingewilligd. In de plaats daarvan kiezen zij er voor om zich te onthouden en om in een addendum bij het verslag hun optreden te verantwoorden. De zes socialisten zijn niet de enigen die de beknoptheid van het Rapport Soenens betreuren. Commissieleden Rey, Ganshof van der Meersch en De Visscher steunen hen hierin (72).

Welke punten van kritiek halen de heren Allard, Collard, Fayat, Housiaux, Tielemans en Van Remoortel aan? Vooreerst stellen zij dat de beknoptheid van het verslag een bron is voor toekomstige misverstanden. Daarnaast merken zij op dat de “levende werkelijkheden van ons publiek recht ternauwernood aangemerkt of zelfs verzwegen worden”. Hier halen zij bijvoorbeeld het belang van de rol van de eerste minister

aan, alsook de regel dat de Koning zich schikt naar de beslissingen van de regering die het vertrouwen van de Kamers heeft (73). Dit laatste punt wordt echter, zij het impliciet, aangehaald in het rapport van de Commissie (74). Ten derde stellen de socialistische commissieleden dat, binnen het staatsstelsel van een parlementaire democratie, de persoonlijke rol van de Koning niet gekenschetst mag worden als zijnde de uitoefening van machten. Zij onderschrijven de regel dat “de Koning zich schikt naar de adviezen zijner ministers en, ten slotte, naar de beraadslaagde beslissingen van zijn Regering die haar gezag van de Kamers houdt en die voor deze verantwoordelijk is”. *Le Roi règne et ne gouverne pas*. Op die manier blijven de Koningen der Belgen boven de partijen en zijn zij het levend symbool van de Natie. Tenslotte verklaren de socialisten dat zij enkel verlangen “de duurzaamheid van de monarchale instelling te bevestigen” en deze niet trachten te ondergraven (75).

(70) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verboudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7596.

(71) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verboudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7598.

(72) BRUSSEL, AR, *Archief van Joseph Pbolien*, nr. 890 (II) : Proces-verbaal 14 bis, 27 juli 1949.

(73) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verboudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7599.

(74) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verboudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7592.

(75) *Verslag van de Commissie er mede belast een met redenen omkleed advies uit te brengen over de toepassing van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de prerogatieven van de Koning en over de verboudingen der grote grondwettelijke machten onderling*, in *Belgisch Staatsblad* (6 augustus 1949), 7599-7600.

De verklaring van de socialistische commissieleden geeft geen blijk van fundamentele onenigheden met het aangenomen verslag van de Commissie, maar toont net aan dat het om een kwestie van nuanceverschillen gaat <sup>(76)</sup>. De commissieleden hebben geen probleem met de basisgedachte achter het verslag. Zij zijn het niet dermate oneens met het Rapport Soenens, dat zij het volledig verwerpen. Daarom onthouden zij zich en stemmen zij niet tegen.

\*  
\*   \*   \*

Welke draagwijdte kan er nu aan het rapport van de commissie gegeven worden? Het geeft een antwoord op de vier onderzoeksvragen waaraan de commissie zichzelf onderwierp in het begin van haar werkzaamheden. Deze antwoorden bepaalden de manier waarop men nadien naar het statuut van de Koning kijkt <sup>(77)</sup>. Men kan de vraag stellen of het Rapport Soenens onderhevig is geweest aan de politieke invloeden van haar commissieleden. Het antwoord hierop is dat alle commissieleden (en onrechtstreeks dus ook de politieke partijen) *au fond* de waarde van het koningschap erkennen en dit wensen te behouden. Niet tegenstaande het feit dat de socialistische commissieleden zich uiteindelijk onthouden, benadrukken zij met klem hun steun aan de monarchie als instelling <sup>(78)</sup>.

---

(76) DE VISSCHER, 'La Fonction Royale', 1.

(77) Niet alle opvattingen, voornamelijk die inzake de Koning en zijn ministers, blijven onverkort gelden tot vandaag de dag: CLEMENT e.a., *Handboek voor de Koning*, 161.

(78) Foto's op pp. 14, 15 en 19 : Olivier Defrance dankzij de medewerking van M. Christian Storck, Afdelingsvoorzitter bij het Hof van Cassatie en Mer Anne Marie Storrer.



*Léopold 1<sup>er</sup> par Jean-Baptiste Verbecht II. Domaine de Seneffe, musée de l'Orfèvererie, inv. DO229.*

## Léopold 1<sup>er</sup> à Anvers en 1833 : une rare plaque en argent

Eric TRIPNAUX <sup>(1)</sup>

La fédération Wallonie-Bruxelles gère le musée de l'orfèvrerie situé dans le domaine du château de Seneffe <sup>(2)</sup>. Dans ses collections, le Musée possède une plaque en relief représentant le roi Léopold 1<sup>er</sup>. En argent, elle mesure 22,9 x 18,3 cm. Elle est l'œuvre de Jean-Baptiste II Verberckt. Né en 1774, il avait été actif à Anvers de 1811 jusqu'à son décès en 1838. Issu d'une famille d'orfèvres il avait réalisé aussi bien des objets religieux que de la vaisselle de table. On ne lui connaît pas d'autres plaques en relief que celle-ci, signée «Jean Verberckt Anvers 1833» sous la manche. Sa veuve, Anna Cornelia van Roy, avait poursuivi l'activité de l'atelier. En 1930, le portrait était toujours en possession de la famille Verberckt. Il avait ensuite été légué au Musée en 2004 par la baronne Dallemagne.

En décembre 1832, avec l'assentiment de la conférence de Londres, l'armée française du Nord avait enlevé la citadelle d'Anvers aux Néerlandais pour la remettre aux Belges. Les intérêts divergents des deux pays séparés en 1830 s'étaient aussi matérialisés au travers de supports comme la numismatique. L'une de ces médailles, d'un auteur inconnu, avait été frappée par des notables orangistes de la métropole <sup>(3)</sup>, provoquant une semblable réaction du côté belge. La propagande hollandaise avait aussi suscité la création de médailles à la gloire des défenseurs de la citadelle <sup>(4)</sup>. Le général baron Chassé, qui les avait commandés, y était apparu avec toutes ses décorations, dont l'ordre militaire de Guillaume. L'ordre néerlandais créé en 1815 jouissait d'un grand renom en Belgique, parce qu'il n'était attribué que pour la bravoure militaire.

Représenter le profil gauche de Léopold 1<sup>er</sup> (1790-1865) à Anvers en 1833 n'était pas innocent.

Cette vue permettait en effet de montrer ses distinctions honorifiques. Prince saxon ayant combattu Napoléon dans les rangs russes, veuf de l'héritière au trône britannique, premier roi des Belges et beau-fils du roi des Français, Léopold avait été membre de la plupart des ordres de chevalerie de son temps <sup>(5)</sup>. Il en portait les bijoux dans de multiples combinaisons en fonction des circonstances. Sur ses grands portraits, elles étaient généralement dessinées fidèlement. Leur représentation sur des supports de petites dimensions était beaucoup plus délicate.

Sur un buste en bronze de Léopold 1<sup>er</sup> en 1831 ou 1832 par Gilles-Lambert Godecharle (1750-1835), de seize centimètres de haut, elles étaient difficilement identifiables sans la connaissance de

---

Colonel breveté d'état-major à la retraite, l'auteur <sup>(6)</sup> (1958) a dirigé la chaire de Leadership de l'École royale militaire. Ses travaux dans le domaine de la phaléristique, discipline qui étudie les distinctions honorifiques, font autorité. Membre de l'asbl Dynastie et Patrimoine culturel, il collabore depuis de nombreuses années à *Museum Dynasticum*.

(1) En collaboration avec madame Anne-Gaëlle Morre, conservatrice adjointe du musée de l'Orfèvrerie de Seneffe.

(2) [www.chateaudeseneffe.be](http://www.chateaudeseneffe.be), consulté le 6 juin 2015.

(3) J. L. GUIOTH, *Histoire numismatique de la révolution belge (description raisonnée)*, 1844, p. 147 et planche XIX, n° 160, et V. TOURNEUR, *Catalogue des médailles du royaume de Belgique*, t. 1 (1830-1847), Bruxelles, 1911, n° 236, 237 et 238 (p. 62) et Pl. VII, n° 2.

(4) GUIOTH, Op. Cit., pp. 146-147 et planche XIX, 1845, n° 159 et TOURNEUR, Op. Cit., n° 291 (p. 75) et Pl. X, n° 8.

(5) A. DUCHESNE, «Décorations étrangères des rois des Belges», in *Revue internationale d'histoire militaire*, 1965/24, Bruxelles, pp 454-482.

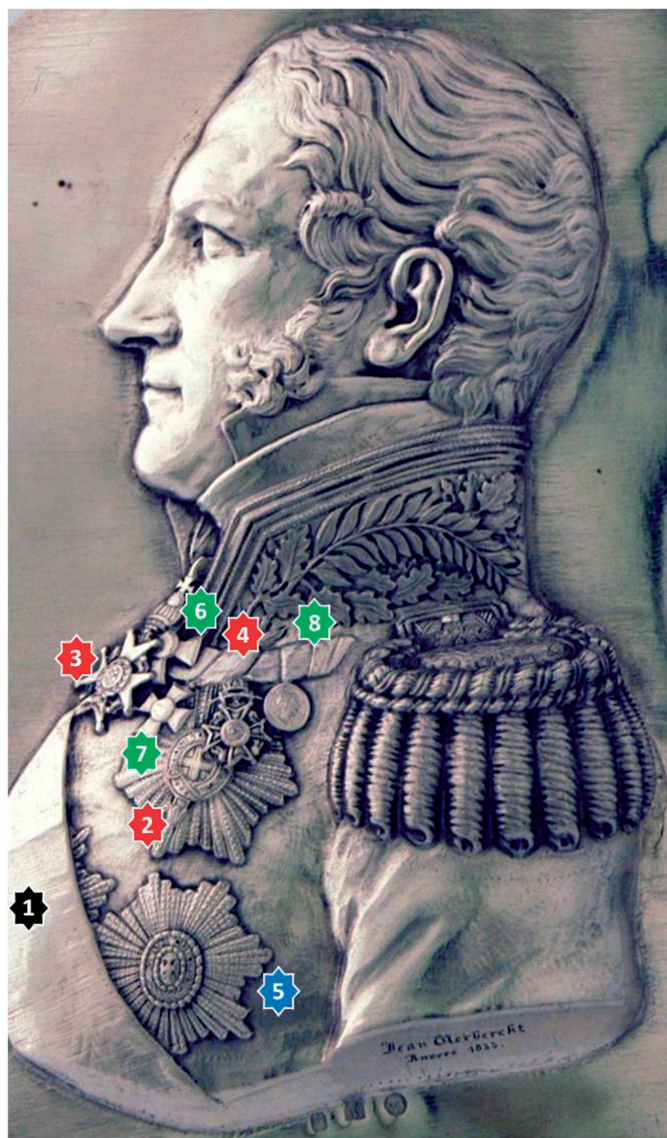




Léopold 1<sup>er</sup> par Gilles-Lambert Godecharle (collection privée).



Léopold 1<sup>er</sup> par Joseph Braemt  
(GUIOTH, *Histoire numismatique de la révolution belge*,  
Pl. XXVIII, n° 224).



Identification des distinctions honorifiques.



leur contexte historique <sup>(6)</sup>. Sur des médailles ou des jetons métalliques, l'exercice était encore plus périlleux, à une époque où le progrès technique du tour à réduire n'avait pas encore produit tous ses effets. La plus ancienne médaille recensée par les numismates avec un tel profil du Roi aurait été gravée par Joseph Braemt (1796-1864) en 1835 pour commémorer le vote de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1834 sur le système de chemin de fer <sup>(7)</sup>. Au droit de la médaille en argent et en bronze de Ø 50 mm, le graveur officiel de l'atelier monétaire de Bruxelles avait représenté Léopold 1<sup>er</sup> avec un grand souci du détail, y compris pour les décorations. Ce droit avait pourtant déjà été employé en 1833 pour une médaille en argent de Ø 66 mm <sup>(8)</sup>.

Les dimensions de la plaque de Verberckt sont intermédiaires entre celles d'un portrait peint et d'une médaille, ce qui avait permis d'en soigner les détails. Le Roi, en uniforme de lieutenant général de l'armée belge, porte huit distinctions honorifiques. A une époque où leur signification était généralement connue, les observateurs pouvaient les décoder comme autant de signaux politiques ou diplomatiques. Sans être similaire, la composition de Verberckt est assez proche de celle de Braemt qui aurait pu lui servir de modèle. Les décorations peuvent être réparties en quatre groupes. Nous les avons numérotées de 1 à 8.

– L'ordre de Léopold (n° 1) apparaît sous la forme d'une écharpe qui barre la poitrine royale et d'une plaque métallique en grande partie cachée sous le ruban. Ces deux insignes étaient ceux de la 1<sup>ère</sup> classe (grand cordon). Le Roi était le grand maître de l'ordre de mérite belge créé sur son initiative durant l'été 1832. Il ne bénéficiait encore d'aucune renommée. Le siège anversois avait été la première occasion publique de distribuer ses croix à de nombreux militaires français <sup>(9)</sup>.

– Léopold était resté très attaché aux ordres britanniques, reçus à l'occasion de son mariage le 2 mai 1816 avec la princesse héritière Charlotte (1796-1817), fille de Georges IV. Il arbore ici la plaque de chevalier de l'ordre de la Jarretière (n° 2), le bijou au cou de commandeur à titre militaire de l'ordre du Bain (n° 3) et la croix de chevalier de 1<sup>ère</sup> classe à titre militaire de l'ordre des Guelfes (n° 4) qui rappelait l'origine hanovrienne de la dynastie britannique. Il avait reçu la 1<sup>ère</sup> classe (grand-croix) de ces deux derniers ordres. Comme l'usage ne tolérait le port que d'une seule écharpe

d'ordre, il s'était contenté de classes inférieures. Leur présence rappelait quel rôle jouait le Roi dans la politique anglaise sur le continent. La création de la Belgique avait été voulue par le Royaume-Uni et le libre accès au port d'Anvers via l'Escaut était un de ses objectifs stratégiques.

– La plaque n° 5 est le seul ordre qui ne peut être identifié formellement. Il devrait s'agir logiquement de la grand-croix de l'ordre royal de la Légion d'honneur qui avait été remis à Léopold par Louis-Philippe en mai 1832. Le Roi ne portait jamais cette 1<sup>ère</sup> classe, lui préférant l'étoile d'officier. Il est probable que Verberckt avait reçu pour instruction de la représenter en lui donnant la même importance que l'ordre de la Jarretière. En l'absence de référence, l'artiste l'aurait représentée de manière approximative.

– Les Grandes Puissances avaient interdit à l'armée belge de s'impliquer dans les opérations militaires sous Anvers. Le roi Léopold, son chef constitutionnel, souhaitait, néanmoins, rappeler, que, lui aussi avait été un brillant chef militaire. La croix russe de 3<sup>e</sup> classe de l'ordre de Saint-Georges (n° 6) au cou, celle de l'ordre autrichien de Marie-Thérèse (n° 7) et la médaille russe de la prise de Paris (n° 8) attestaient de sa conduite et de sa bravoure comme général-major à la tête, notamment, du 2<sup>e</sup> régiment russe des Cuirassiers portant le nom de l'impératrice Maria Feodorovna. Fin août 1813, il avait sauvé l'armée russe du désastre lors de la bataille de Kulm. Après la campagne de France, c'est avec le tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, son protecteur, qu'il était entré dans Paris en 1814.

Le buste gravé par Verberckt ne permettait pas de montrer la croix de Kulm, ni celle de l'ordre de Saint-Jean de l'hôpital de Jérusalem en son baillage de Brandebourg, parce que le Roi les portait plus bas sur son côté gauche. Ainsi seraient pourtant

(6) J. VAN HEESCH, «Un petit buste en bronze de Léopold 1<sup>er</sup>, roi des Belges, par Gilles-Lambert Godecharle», in *Museum Dynasticum* (2008-2), pp. 13-19.

(7) GUIOTH, Op. Cit., p. 198 et planche XXVIII, n° 224 et TOURNEUR, Op. Cit., n° 374 (p. 102) et Pl. X, n° 8.

(8) Bibliothèque royale de Belgique, Cabinet des Médailles, Inventaire II 15086, cité par Van Heesch (Op. Cit., p. 14)

(9) SOCIÉTÉ DE L'ORDRE DE LÉOPOLD (textes d'E. TRIPNAUX), *L'origine de l'ordre de Léopold - De oorsprong van de Leopoldorde*, Bruxelles, 2008.



apparues les décorations de toutes les Puissances garantes de l'indépendance belge. A moins qu'il y ait eu une volonté de ne pas montrer ces deux distinctions prussiennes auxquelles Léopold 1<sup>er</sup> tenait pourtant beaucoup. La Prusse était favorable aux intérêts hollandais, ce qui pourrait expliquer cela.



## Comptes rendus — Boekbesprekingen

André Bénit

*Charlotte. Princesse de Belgique et  
Impératrice du Mexique (1840-1927).  
Un conte de fées qui tourne au délire....*,  
Historic'one Éditions, Plougastel, 2017  
ISBN 978-2-912994-62-4

Parmi la multitude d'ouvrages concernant la vie hors du commun de Charlotte, fille de Léopold 1<sup>er</sup>, roi des Belges, et de Louise d'Orléans, celui d'André Bénit, professeur à l'Université Autonome de Madrid, se centre sur la question de la folie de la Princesse de Belgique. Le livre se présente comme une analyse contrastée de divers ouvrages qui relatent les événements qui ont pu la mener à la perte de la raison en privilégiant surtout les auteurs qui ont étroitement cerné les aspects psychologiques de sa personne : des historiens (Laurence van Ypersele, à travers la correspondance de Charlotte, et Dominique Paoli, à travers des archives inédites, dont des rapports médicaux), un psychiatre (Émile Meurice) et une psychanalyste (Coralie Vankerkhoven). La confrontation de ces textes aux récits plus classiques et connus permet une critique rigoureuse qui vise à souligner les contradictions et rectifier les erreurs d'interprétation et les extrapolations imaginaires concernant sa vie. Mariée à Maximilien de Habsbourg qui devient, avec le soutien de Napoléon III, Empereur du Mexique, Charlotte se montre en tant qu'Impératrice, entièrement responsable des questions politiques et financières que sa fonction implique et luttera pour la survie de l'Empire alors que celui-ci menaçait de s'effondrer au profit de la République de Benito Juárez. Elle se fera l'Ambassadrice de son mari auprès de Napoléon III pour lui rappeler ses promesses de soutien, et auprès du Pape Pie IX

pour le supplier d'intervenir, en vain. Le récit de sa vie, retracé de manière chronologique, dévoile les failles mentales qui, peu à peu, vont survenir à l'issue du décalage entre les aspirations de l'Impératrice et la réalité désastreuse de la chute de l'Empire. Curieusement pourtant, même si le récit s'en tient aux faits et que les preuves de troubles délirants avancées semblent indéniables, le lecteur ne peut, au bout du compte, que s'interroger sur leurs raisons. Si Charlotte montre, dans sa paranoïa, la peur constante d'être empoisonnée, ne l'avait-elle pas été réellement au Mexique ? Sa peur de l'enfermement ne provient-elle pas des mauvais traitements, occultés au grand public, que lui a infligés la Maison d'Autriche en l'internant dans sa demeure de Miramar ? Et lorsque sa belle-sœur, Marie-Henriette, épouse de Léopold II, vient la rechercher après le décès de Maximilien, exécuté à Querétaro, pour la rapatrier à Bruxelles, malgré l'affection retrouvée de sa famille, pourquoi a-t-on intérêt à la tenir isolée ? N'oublions pas qu'elle était riche... On ne peut s'empêcher de penser au contraste entre sa grande intelligence, son érudition, son caractère déterminé et ce qu'on a appelé des signes de démence. N'a-t-elle pas effrayé son entourage par l'envergure de son savoir et ne l'a-t-on pas réduite à néant simplement parce que, femme, elle avait toutes les dispositions d'un homme ? Et n'était-elle pas, sous les apparences d'une femme, véritablement un homme ? Son statut lui permettait de nombreuses transgressions : elle se disait homme. Un pas de trop, sans doute, pour l'époque. Sans que ces questions ne soient tranchées, le récit d'A. Bénit, fort bien documenté et d'une lecture passionnante, a le mérite de les soulever.

Martine Renouprez

Joffrey Liénart & Michaël Amara

*Entre fastes et drames : lumière sur trois siècles de souvenirs royaux – Promenade dans l'intimité des monarques, princes et princesses d'Europe*

Editions Avant-Propos : Waterloo, 2017  
(144 pages, illustrées)  
ISBN 978-2-39000-043-3

Il y a quelques mois était – enfin ! – publié l'inventaire du Fonds Vendôme-Nemours <sup>(1)</sup>. Acquis par les Archives générales du Royaume en 1972, ce fonds aura en effet attendu bien longtemps avant d'être classé, inventorié et finalement ouvert aux chercheurs de tout poil. Il renferme un ensemble tout à fait exceptionnel de documents sur l'histoire des princes d'Orléans. Leur famille a dirigé les destinées de la France durant dix-huit années et fut alliée aux grandes dynasties européennes, et même à l'empire du Brésil. Rappelons que la reine Louise, épouse de Léopold Ier, était une princesse d'Orléans, fille aînée du roi Louis-Philippe des Français.

Joffrey Liénart, qui a rédigé cet inventaire, s'est associé à Michaël Amara pour rédiger un ouvrage dont le but est de mettre en lumière ce fonds historique de première importance. Pour ceux qui s'en souviennent, le livre fait penser – dans sa structure – à l'album publié il y a une vingtaine d'années par la Fondation roi Baudouin, au sujet des Archives Goffinet. L'ouvrage est divisé en chapitres thématiques, dans lesquels on retrouve des textes de vulgarisation, accompagnés de documents provenant du fonds et, très souvent, par des illustrations. Au sein de ces chapitres, plusieurs pages concernent des membres de la famille royale belge, tant les liens entre les deux familles étaient nombreux et solides. Notons deux sujets abordés : «Les interminables négociations du mariage de Léopold Ier et de Louise-Marie (sic)», dans le chapitre intitulé «Réseaux familiaux et enjeux matrimoniaux», et «Les carnets d'aquarelle de la comtesse de Flandre», dans «La vie artistique du sang bleu». Rappelons que la comtesse de Flandre était la mère de la princesse Henriette, devenue par mariage duchesse de Vendôme. Celle-ci, férue d'histoire, conserva durant des décennies les précieuses archives familiales aujourd'hui accessibles.

La personnalité de la duchesse d'origine belge est d'ailleurs abordée à de multiples occasions. Le lecteur y (re)découvrira les «Chroniques illustrées de la duchesse de Vendôme», en référence à la production artistique de la princesse, exposée au Palais royal de Bruxelles en 2015. Mais il sera aussi surpris en lisant «La duchesse de Vendôme et son soutien au maréchal Pétain». L'ouvrage de Joffrey Liénart de Michaël Amara complète la seule et unique biographie de la duchesse Henriette, écrite par l'historienne française Dominique Paoli <sup>(2)</sup>. Le fils de la duchesse, Charles de Nemours, dernier mâle de sa branche et surnommé Chappy en famille, était une personnalité originale et complexe. Dans le livre, on apprend beaucoup de choses sur sa vie et sur son mariage avec Marguerite Watson, roturière américaine, une union qui fit scandale à l'époque.

Voici donc un livre agréable à lire, truffé de documents et d'anecdotes, qui ravira les amateurs de grande et de petite histoire royale.

Olivier Defrance

Luc De Munck

*De artistieke contacten van koningin Elisabeth 1914-1918*

Gemeente De Panne en Museumspot :  
De Panne,  
2016 (50 blz., geïllustreerd)

Als onderdeel van het project “De ZIJKant van de oorlog. Opmerkelijke vrouwen in het hart van WOI”, organiseerde de gemeente De Panne van 9 april 2016 tot 8 januari 2017 de tentoonstelling “Elisabeth, de kunstzinnige koningin”. Ter gelegenheid van die tentoonstelling verscheen van de hand van Luc De Munck een publicatie over *De artistieke contacten van koningin Elisabeth 1914-1918*. Tentoonstelling en publicatie waren een productie van Museumspot, een samenwer-

(1) J. LIÉNART, *Inventaire des archives du Fonds Vendôme-Nemours (1716-1979)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2015. Notons ici que les papiers Vendôme-Nemours sont divisés en deux fonds séparés. L'un se trouve à Bruxelles, tandis que l'autre est conservé aux Archives Nationales, à Paris.

(2) D. PAOLI, *Henriette, duchesse de Vendôme 1870-1948*, Bruxelles, Racine, 2000. Dominique Paoli a également publié *Fortunes & Infortunes des princes d'Orléans*, Clamecy, Artna, 2006.

kingsverband van de bvba's 'Karakters' en 'Tekst en Beeld'.

In *De artistieke contacten van koningin Elisabeth 1914-1918* komen achtereenvolgens de steun van de Koningin aan schilders, haar impulsen voor het muzikleven en haar vriendschap met Emile Verhaeren aan bod. Het onderdeel over de schilderkunst aan het front en de aandacht van koningin Elisabeth voor de soldaten-kunstenaars behandelt zowel de 'Section artistique' van het Belgisch leger, de kunsttentoonstellingen achter het front als de aankopen van de Koningin. Dat de muziek voor de Koningin een bron van troost en innerlijke vrede was, is genoegzaam bekend. In de Luikse violist Eugène Ysaÿe vond koningin Elisabeth een zielsverwante leermeester. Ysaÿe, die eind 1914 naar Londen was uitgeweken, bracht in juni 1916 een bezoek aan niet-bezet België en werd bij die gelegenheid door koning Albert en koningin Elisabeth ontvangen. Tijdens zijn kort verblijf in de frontstreek gaf Ysaÿe een aantal concerten voor de soldaten en in hospitalen. In het najaar van 1917 steunde koningin Elisabeth het 'Orchestre symphonique de l'Armée de Campagne'. Dit ensemble rekruteerde onder de soldaten een 100-tal professionele musici en trad vanaf december vooral in veldhospitalen op. Ook enkele schrijvers konden tijdens de oorlog op de belangstelling van koningin Elisabeth rekenen. Vooral haar vriendschap met Emile Verhaeren komt in het derde luik van de publicatie aan bod. De contacten van de Koningin met de internationaal gewaardeerde Fransschrijvende Belgische auteur gingen terug tot 1908 en kregen in 1914 een nieuwe impuls. Op 13 november 1914 en van 2 tot 5 augustus 1915 kwam Verhaeren in De Panne op bezoek bij het koningspaar. Over het tweede bezoek zijn de foto's die de Koningin heeft gemaakt een blijvend getuigenis.

Afbeeldingen van kunstwerken die op de tentoonstelling te zien waren, ondersteunen de tekst van deze pretentieuze, maar belangrijke publicatie. De meeste werken, veelal afkomstig van kunstenaars die lid waren van de 'Section artistique', werden welwillend ter beschikking gesteld door de Koninklijke Verzameling. Het Archief van het Koninklijk Paleis bezorgde heel wat foto's (o.a. uit de twaalf albums met alles samen meer dan 2400 opnamen die de Koningin gedurende de Eerste Wereldoorlog maakte).

Een bibliografie sluit de goed gedocumenteerde publicatie af. Wij zijn er zeker van dat zij verder onderzoek over de behandelde thema's zal stimuleren.

Gustaaf Janssens

Jacques Brassinne de La Buisnière

*La sécession du Katanga: témoignage  
(juillet 1960-janvier 1963)*

Outre-Mers. P.I.E. Peter Lang,  
663 pages, Bruxelles 2016.

Dans un gros livre de 663 pages, Jacques Brassinne nous livre, avec une exactitude admirable et un remarquable sens du détail, l'histoire d'une des plus étonnantes aventures de la décolonisation. Il faut dire qu'il a été plus qu'un témoin dans cette tentative politique qui a ébranlé le monde et divisé l'opinion publique de notre pays. La précision de ses notes (et de ce qui fut sans doute un journal personnel) donne à cet ouvrage une valeur documentaire qui servira de base à toutes les synthèses historiques de l'évolution africaine. Il résume lui-même très bien la situation dans la dédicace qu'il a faite à mon intention : *Notre pays après 1960 a joué un rôle important au Katanga. Si les Nations Unies et les USA n'en avaient pas décidé autrement, les choses ne se seraient pas passées comme elles l'ont été. Ce livre est destiné à rendre justice aux Katangais et aux Belges qui ont payé de leur vie leur idéal en faveur de l'Occident.* Ces quelques mots écrits sur la page de garde de mon exemplaire donnent le ton : Jacques Brassinne a vécu ces événements tragiques de l'intérieur et il plaide en faveur de maints de leurs acteurs, belges ou katangais. D'autre part, il rappelle que ce déchirement d'un Congo à peine indépendant se situe dans un contexte que nous avons un peu oublié : la division du monde entre Occidentaux et communistes ainsi que l'irruption d'une URSS conquérante dans cet espace « vide » qu'était le continent africain au moment où l'Europe s'en retirait en hâte et sans aucune vision politique. Dans le genre, la Belgique fit preuve d'un dilettantisme coupable. Mais si les Français et les Anglais avaient plus habilement que nous préparé leur succession, on ne peut pas dire qu'à long terme, ils aient tellement mieux réussi. La pire catastrophe d'après guerre fut la partition improvisée de l'Inde, tandis que le Nigéria, la Rhodésie, l'Algérie, le Soudan, la Centrafrique,

l'Erythrée, la Somalie, voire la Libye ou le Mali ne sont pas encore de nos jours «sortis de l'auberge». Quand un empire est détruit ou quand il se saborde, les remous qui s'ensuivent peuvent durer des siècles. On l'a bien vu chez nous avec la chute des empires russe puis soviétique et celle de l'Autriche-Hongrie ou de la puissance ottomane.

Le Congo accéda le 30 juin 1960 à l'indépendance. Dès le 4 juillet commencèrent les mutineries de la Force Publique qui se répandirent comme une traînée de poudre. Il faut dire que les choses avaient commencé de la pire façon lorsque le Premier ministre, Patrice Lumumba, se lança dans une diatribe imprévue en réponse au discours du Roi Baudouin. En quelques secondes, le destin de cet immense pays apparut comme une campagne ensoleillée qui se recouvrait de ténèbres. L'homme fut très rapidement dépassé par l'enjeu qu'il représentait alors dans la rivalité est-ouest. Mais très objectivement, quand on passe en revue tous les événements qui marquèrent sa carrière météorique, on ne peut qu'être consterné par l'immaturation du personnage, son impulsivité, son absence totale de sens politique, les erreurs monumentales qu'il commit en quelques jours et par sa vocation à jouer au brûlot dans un baril de poudre. D'aucuns présentent encore aujourd'hui comme un héros du tiers-monde celui qui ne fut, hélas ! qu'un déséquilibré irresponsable et un Mugabe inachevé.


Devant l'anarchie galopante de ces journées épouvantables ainsi que la soudaine intervention des Russes qui risquait de faire basculer l'Afrique dans un chaos assorti d'une possible guerre mondiale, le Premier ministre de la très riche province du Katanga, Moïse Tshombé, proclama le 11 juillet l'indépendance de sa région. Après tout celle-ci avait plus ou moins la superficie de l'Espagne et ne devait d'être congolaise qu'à la décision des grandes puissances lors de la Conférence de Berlin en 1885.

Il faut préciser que l'Union minière et quasiment tous les colons menacés dans leurs biens et dans leur vie par la chienlit sanglante des jours précédents n'étaient évidemment pas étrangers à cette apparition d'un nationalisme inédit. Toute l'histoire de la Sécession résulterait de cette lourde équivoque. Dès le jour de l'indépendance, les non-Congolais n'avaient en principe plus

aucun pouvoir d'orienter la politique locale. Or le nouvel Etat fut soutenu officieusement par le gouvernement belge avant de l'être en sourdine par des hommes d'affaires et des fonctionnaires de notre pays qui allaient développer en près de trois ans un très étrange double jeu. Cette première attitude était compréhensible : quand un bateau coule, on ne réfléchit pas beaucoup avant de s'accrocher à tout ce qui flotte encore. Mais rien ne dit qu'en suivant son cours naturel et sans les interventions très brutales des Nations Unies, l'avenir du Katanga aurait dormi sur un lit de rose. Les divisions existaient déjà à l'intérieur, entre autres par la singularité du peuple Baluba, regroupé dans son parti le Balubakat.

Après l'éviction de Lumumba, la «normalisation» très relative de l'autorité centrale entraîna un glissement d'alliances. Devant la fermeté des Américains et subséquemment des Nations Unies qui voyaient s'éloigner la mainmise sur le Congo par l'U.R.S.S., le mouvement centrifuge connut un lent et progressif revers. Alors que de nombreux officiels belges, dont Harold d'Aspremont Lynden ou le professeur Clémens, ainsi que des militaires comme le colonel Vandewalle, soutenaient (pas trop) souterrainement la Sécession, le nouveau gouvernement belge et tout particulièrement Paul-Henri Spaak opéraient une courbe rentrante, remarquable ellipse résultant d'une idéologie fluctuante et de compromis à la Belge. Il y avait de quoi dérouter tout le monde, à commencer par le Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, qui finit par y perdre la vie. Sa mort dans un accident d'avion n'est d'ailleurs pas moins mystérieuse que celle de Lumumba dont on ne connaît que quelques éléments. Une chose est certaine : Moïse Tshombé fut compromis dans ce brouillard et y perdit sa crédibilité aux yeux du Tiers-Monde.

Il est intéressant aussi d'étudier l'influence du Roi Baudouin, qui fut toujours très concerné par l'œuvre de son arrière-grand-oncle et qui n'était pas encore un monarque protocolaire. Sa vision chrétienne de l'Afrique joua certainement un rôle dans l'appui discret qu'il accorda aux groupements qui voulaient préserver la civilisation, tout en maintenant les réalisations belges dans cet immense pays. On en saura un jour davantage quand la décolonisation sera débarrassée des scories de passions qui la recouvrent encore.



Jacques Brassinne est un mémorialiste qui a aussi été un acteur du terrain. Il ne grandit ni ne minimise son rôle auprès du gouvernement sécessionniste. Son témoignage sur les lamentables bavures advenues lors des opérations brutales de l'ONU est évidemment très précieux, car il vient d'un observateur honnête et révolté. Mais on peut être certain que, malgré les innombrables documents et faits qu'il relate, il existe encore des zones d'ombre qu'il garde peut-être « pour une meilleure occasion ».

L'histoire de notre monde est un foisonnement de faits, couverts par un lourd linceul de déformations et de mensonges. Des événements autrefois suivis par une opinion publique passionnée sont aujourd'hui oubliés. Il est bon cependant qu'une personne brillante, placée par un enchaînement de circonstances au cœur de la tourmente, rapporte avec sincérité la vision lucide, mais forcément unilatérale, d'une intelligence qui a survécu à l'œil du cyclone.

Olivier de Trazegnies



## Chronique – Kroniek

### Exposition

#### “Karel van Vlaanderen – Prince, Régent, Artiste”

Comme chaque année, le Palais Royal était librement accessible aux visiteurs du 22 juillet au 3 septembre 2017. Outre deux expositions thématiques, l'une organisée par les Institutions Scientifiques Fédérales ayant pour thème «Le ciel» et l'autre par Technopolis, intitulée «A votre santé», les visiteurs pouvaient également admirer une exposition consacrée au Prince Charles (1903-1983), le fils cadet du roi Albert I et de la reine Elisabeth, et Régent du Royaume du 20 septembre 1944 au 20 juillet 1950. Les trois expositions furent inaugurées le 20 juillet dernier par le Roi et la Reine et par Mme Z. Demir, Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique fédérale.

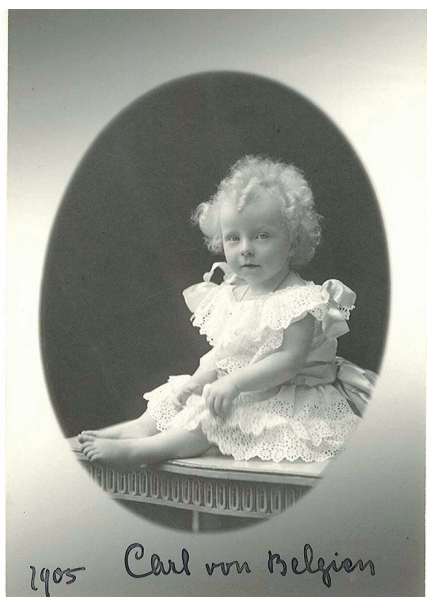
### Tentoonstelling

#### “Karel van Vlaanderen – Prins, Regent, Kunstenaar”

Van 22 juli tot 3 september 2017 was het Koninklijk Paleis naar jaarlijkse gewoonte voor iedereen vrij toegankelijk. Naast twee thematische tentoonstellingen, één georganiseerd door de Federale Wetenschappelijke Instellingen over “De hemel” en één die door Technopolis onder de titel “Op je gezondheid!” werd opgezet, konden de bezoekers ook een tentoonstelling bezoeken die gewijd was aan prins Karel (1903-1983), de jongste zoon van koning Albert I en koningin Elisabeth, en van 20 september 1944 tot 20 juli 1950 Regent van het Koninkrijk. De drie tentoonstellingen werden op 20 juli door de Koning en de Koningin en door mevr. Z. Demir, Staatssecretaris voor Federaal Wetenschapsbeleid, geopend.



*Le roi Philippe et la reine Mathilde accompagnés par la Secrétaire d'Etat Z. Demir, Gustaaf Janssens et Alex Deseyne, lors du vernissage de l'exposition./Koning Filip en koningin Mathilde samen met Staatssecretaris Z. Demir, Gustaaf Janssens en Alex Deseyne bij de officiële opening van de tentoonstelling. Photo/Foto : M. Rotsart de Hertaing.*



FERD. BUYLE  
BRUXELLES  
ANVERS

Photographie brevété  
de L.L. A.A. E.F. le Prince et la Princesse Albert de Belgique.

*Le prince Charles en 1905/ Prins Karel in 1905. Photo/ Foto : F. Buyle. Bruxelles. APR (Collection de photos, N° 5289) / Brussel. AKP (Algemene fotoverzameling, ner 5289).*



*Vandyk, Ltd.*

*11 Buckingham Palace Rd.*

*Le prince Charles, jeune garçon en Angleterre / Prins Karel als jongen in Engeland. Photo/ Foto : Vandyk Ltd.*



*Le prince Charles, entouré de sa famille et du Prince de Galles/ Prins Karel samen met zijn familie en Princ of Wales. Photographie inconnu /Fotograaf onbekend. 27-4-1923.*

«Karel van Vlaanderen – Prince, Régent, Artiste» constituait la troisième exposition d'une série de trois, organisée par l'asbl Association Royale Dynastie et Patrimoine Culturel et consacrée aux membres de la Famille Royale, actifs comme artistes plasticiens. L'exposition consacrée à la Comtesse de Flandre, née Marie de Hohenzollern-Sigmaringen, épouse du prince Philippe, comte de Flandre, et mère du roi Albert I eut lieu en 2015. L'année dernière, l'exposition était consacrée à l'oeuvre sculpturale de la reine Elisabeth et à son rôle moteur dans la vie artistique belge. Cette année était dédiée au Prince Charles et à ses tableaux, aquarelles et dessins.

La première partie de l'exposition était consacrée à la jeunesse du Prince, qui grandit avec son frère aîné Léopold et sa soeur cadète Marie-José, à Bruxelles, Laeken et Ciergnon. Lors du déclenchement de la Première Guerre Mondiale, les trois enfants royaux quittent le pays via Anvers pour se réfugier en Angleterre où ils séjournent chez Lord Curzon, au domaine Hackwood à Basingstoke (Hampshire). Les Princes y étaient confiés aux bons soins du capitaine-commandant Max de Neve de Roden et de miss Kate Hammersley. A partir d'avril 1915, ils passaient leurs vacances auprès de leurs parents à La Panne. En 1916, le prince Charles devint élève d'une école privée à Wixenford. Son talent pour le dessin y fut déjà remarqué. Dans cette partie de l'exposition, le petit costume de velours vert au col orné de dentelle que le prince portait quand il était enfant attira particulièrement l'attention, ainsi que les nombreuses photos de famille (dont plusieurs prises par la reine Elisabeth) et les documents concernant les années scolaires du Prince.

Après la guerre, le prince Charles suivit une formation dans la marine au Naval College à Osborne et Dartmouth. Les aquarelles conservées par le Prince dans son journal emporté avec lui au cours d'un long voyage d'instruction en tant qu'aspirant à bord du HMS Renown- qui devait l'amener du 15 septembre 1921 au 30 juin 1922 en Extrême Orient- témoignent de son talent artistique. Outre le journal étaient également exposés une série de photos, des manuels scolaires et des cahiers de devoirs ainsi qu'une tenue chinoise de soie bleue cousue de

Met "Karel van Vlaanderen – Prins, Regent, Kunstenaar" bracht de vzw Koninklijke Vereniging Dynastie en Cultureel Erfgoed een derde tentoonstelling in een serie van drie, gewijd aan leden van de Belgische Koninklijke Familie die als beeldend kunstenaar actief zijn geweest. In 2015 was er de tentoonstelling gewijd aan de Gravin van Vlaanderen, geboren Marie van Hohenzollern-Sigmaringen, echtgenote van prins Philippe, graaf van Vlaanderen, en moeder van koning Albert I. Vorig jaar stonden het sculpturale oeuvre van koningin Elisabeth en haar stimulerende rol voor het Belgische artistieke leven centraal. Dit jaar was het de beurt aan prins Karel en diens schilderijen, aquarellen en tekeningen.

Een eerste onderdeel van de tentoonstelling was gewijd aan de jeugd van de Prins, die samen met zijn oudere broer Leopold en zijn jongere zus Marie José in Brussel, Laken en Ciergnon opgroeide. Bij het uitbreken van de Eerste Wereldoorlog werden de drie koningskinderen door koningin Elisabeth vanuit Antwerpen naar Engeland in veiligheid gebracht. Daar verbleven zij bij Lord Curzon op diens landgoed Hackwood in Basingstoke (Hampshire). De prinsen waren er toevertrouwd aan de goede zorgen van kapitein-commandant Max de Neve de Roden en miss Kate Hammersley. Vanaf april 1915 brachten zij hun vakanties door bij hun ouders in De Panne. In 1916 werd prins Karel leerling van een privé-school in Wixenford. Zijn tekentalent werd er toen al opgemerkt. In dit onderdeel van de tentoonstelling trokken vooral het groenfluwelen pakje met kanten kraag dat de prins als kind heeft gedragen, de talrijke familiefoto's (waaronder verscheidene die door koningin Elisabeth waren genomen) en de documenten met betrekking tot de schooltijd van de Prins de aandacht.

Na de oorlog volgde prins Karel een marineopleiding aan het Naval College in Osborne en Dartmouth. Van zijn artistiek talent getuigen de aquarellen in het logboek dat de Prins van 15 september 1921 tot 30 juni 1922 als "midshipman" op een lange instructiereis naar het Verre Oosten aan boord van de HMS Renown heeft bijgehouden. Naast dit logboek, een aantal foto's, leerboeken en werkschriften, was in de tentoonstelling ook een blauw, met gouddraad bestikt zijden Chinees gewaad te zien. Het werd door de Prins uit Hong-Kong meebracht. Terug



*Autoportrait (s.d.) / Zelfportret (s.d.)*



*«Rouge cloître» (1980)*



fils d'or ramenée par le Prince de Hong-Kong. De retour en Belgique, le prince Charles suivit encore une instruction d'officier à l'Ecole Royale Militaire. Jusqu'à la veille de la deuxième Guerre Mondiale, il remplit en outre un certain nombre d'engagements officiels.

La seconde partie de l'exposition était consacrée à la Deuxième Guerre Mondiale (1940-1944) et à la Régence (1944-1950). Le Prince Charles participa à la campagne des 18 jours en tant que colonel attaché à l'Etat-Major. Après la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940, le prince Charles résida principalement à Bruxelles. Lors de la déportation en Allemagne du roi Léopold III et de sa famille par l'occupant en juin 1944, le prince Charles partit vivre dans la clandestinité dans la région de Spa. A la libération, le Roi ne se trouvant pas en Belgique, le Parlement désigna le prince Charles comme Régent du royaume en septembre 1944. En acceptant cette fonction, le prince Charles assura la continuité de la monarchie parlementaire en Belgique. De 1944 à 1950, il remplit consciencieusement sa tâche de chef d'état suppléant et visita à ce titre le Congo belge et le Ruanda-Urundi, les Etats-Unis et le Canada. Le Prince-Régent accueillit officiellement en Belgique e.a. les Généraux D. Eisenhower et Ch. de Gaulle, ainsi que le premier ministre britannique Winston Churchill. Les bons contacts du Régent avec les Alliés occidentaux accélérèrent le processus de reconstruction de la Belgique ainsi que l'intégration internationale du pays. Le Prince reçut en signe d'appréciation la prestigieuse distinction honorifique américaine de *Chief Commander of the Legion of Merit*. Outre cette décoration, les visiteurs purent encore admirer l'uniforme des Tropiques du Prince, ses fausses cartes d'identité de la fin de la période d'occupation, les épreuves et les impressions de timbres poste et de monnaie à l'effigie du Prince-Régent, jamais mis en circulation, de nombreuses photos, l'exemplaire original annoté par le Prince du texte de sa prestation de serment devant le Parlement le 20 septembre 1944, ainsi qu'un bref film d'actualité de cette cérémonie.

Après la Régence, le Prince se retira à Raversijde (près d'Ostende). Il se consacra alors entièrement au dessin et à la peinture. La troisième et plus importante partie de l'exposition était par

in België volgde prins Karel nog een Belgische officierenopleiding aan de Koninklijke Militaire School. Daarnaast en tot aan de vooravond van de Tweede Wereldoorlog vervulde hij ook een aantal representatieve opdrachten.

Het volgend deel van de tentoonstelling betrof de periode van de Tweede Wereldoorlog (1940-1944) en van het Regentschap (1944-1950). Prins Karel maakte de 18-daagse veldtocht in 1940 mee als kolonel bij de Generale Staf. Na de capitulatie van het Belgische leger op 28 mei 1940 verbleef de Prins vooral in Brussel. Toen koning Leopold III en zijn gezinsleden in juni 1944 door de bezetter naar Duitsland werden weggevoerd, dook prins Karel onder in de buurt van Spa. Omdat de Koning bij de bevrijding van België niet in het land was, stelde het Parlement prins Karel in september 1944 tot Regent van het Koninkrijk aan. Door het Regentschap te aanvaarden, garandeerde de Prins het voortbestaan van de grondwettelijke parlementaire monarchie in België. Hij vervulde van 1944 tot 1950 plichtsbewust zijn taak als plaatsvervangend staatshoofd en bezocht in die hoedanigheid Belgisch Congo en Ruanda-Urundi, de Verenigde Staten en Canada. In België heeft de Prins-Regent o.a. de generaals D. Eisenhower en Ch. De Gaulle, alsook de Britse premier Winston Churchill officieel ontvangen. De goede contacten van de Regent met de westerse bondgenoten, versnelden proces de Belgische wederopbouw en de internationale integratie van het land. Als blijk van waardering ontving de Prins het prestigieuze Amerikaanse ereteken van *Chief Commander of the Legion of Merit*. Naast deze onderscheiding trokken o.a. het tropenuniform van de Prins, diens valse identiteitskaarten uit het einde van de bezettingstijd, de proefdrukken en proefslagen van nooit in omloop gebrachte postzegels en munten met de beelden van de Prins-Regent, talrijke foto's, het originele exemplaar van de door prins Karel geannoteerde tekst van zijn toespraak bij zijn eedaflegging in het Parlement (20 september 1944) en een korte actualiteitsfilm over die plechtigheid de aandacht van vele bezoekers.

Na zijn Regentschap trok prins Karel zich terug in Raversijde (bij Oostende). Hij legde er zich volledig toe op tekenen en schilderen. Het derde en meest omvangrijke luik van de tentoonstelling



*Le Prince -Régent aux Etat-unis, aux côtés du Président H.S. Truman et de P.H. Spaak /  
De Prins-Regent in de Verenigde Staten naast President H.S. Truman en P.H. Spaak  
Photo/Foto Associated Press. Avril /April 1948.*

conséquent consacrée à l'oeuvre artistique du Prince.

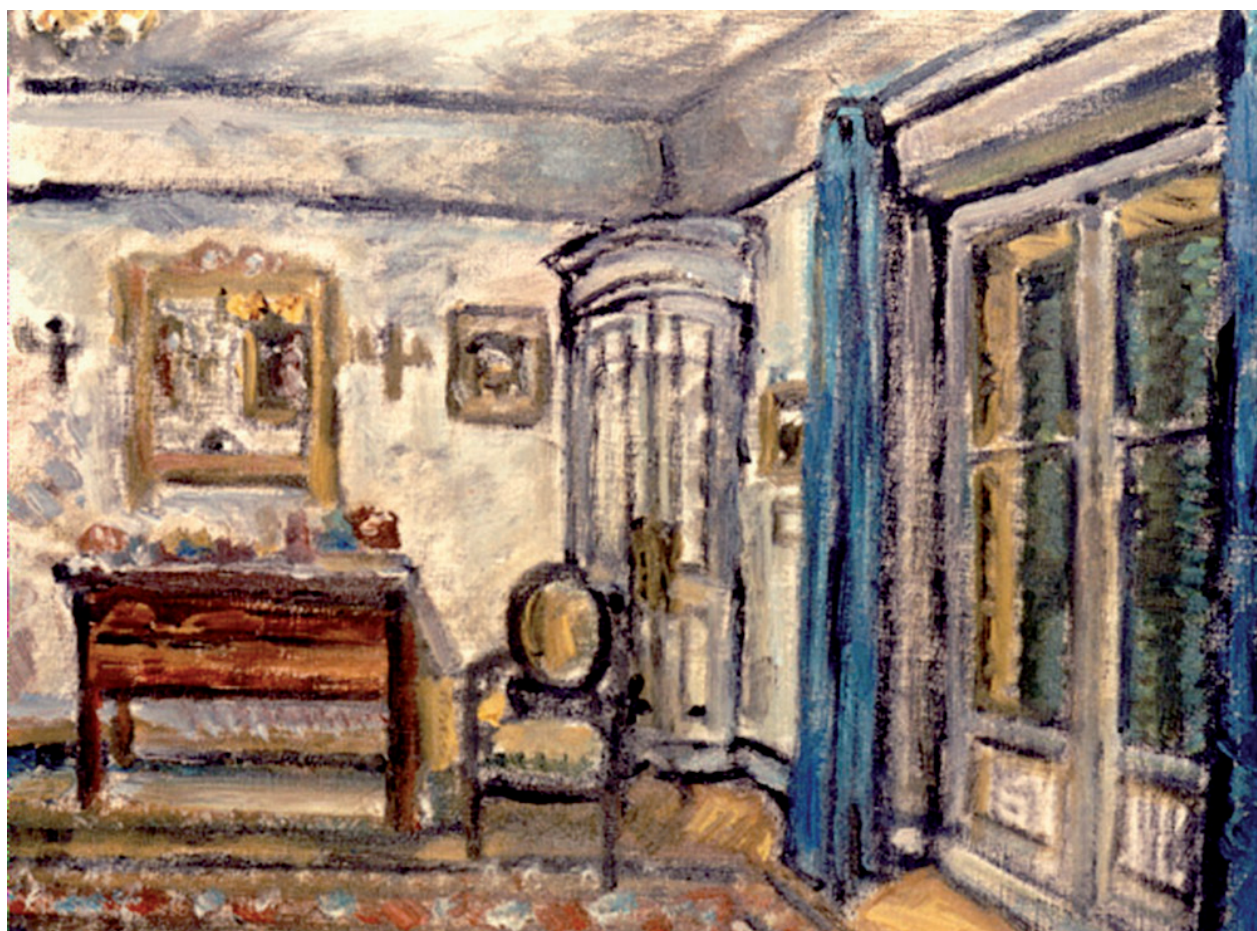
Son principal professeur est Alfred Bastien. Il lui apprend technique et discipline et lui conseille d'effectuer quotidiennement un autoportrait. Il suivit en outre les leçons d'Arthur Dupagne et de José Storie, auprès duquel il séjourna un temps à Paris. D'autres artistes tels que Paul Delvaux, Frans Masereel, Leonor Fini, Félix Labisse, Franck Mortelmans, Marie Palmers de Terlamen, Gaston Jaumotte et Walter Vilain faisaient partie de son cercle de connaissances. En 1955, il rencontra à Cadaquès le peintre catalan surréaliste Salvador Dalí. Il suivait de près les travaux des dessinateurs belges de bandes dessinées, en particulier ceux d'Hergé (le père spirituel de Tintin) et d'Edgar P. Jacobs (le dessinateur de Blake et Mortimer).

was dan ook gewijd aan het artistiek oeuvre van de Prins.

De voornaamste leermeester van prins Karel was Alfred Bastien. Hij bracht hem techniek en discipline bij en raadde hem ook aan om elke dag een zelfportret te maken. Daarnaast kreeg de Prins les van Arthur Dupagne en van José Storie, waarmee hij een tijd in Parijs verbleef. Ook andere kunstenaars zoals Paul Delvaux, Frans Masereel, Leonor Fini, Félix Labisse, Franck Mortelmans, Marie Palmers de Terlamen, Gaston Jaumotte en Walter Vilain behoorden tot zijn kennissenkring. In Cadaquès ontmoette hij in 1955 de Spaans-Catalaanse surrealist Salvador Dalí. Het werk van de Belgische striptekenaars, in het bijzonder dat van Hergé (de geestelijke vader van Kuifje) en van Edgar P. Jacobs (de tekenaar van Blake en Mortimer) volgde hij op de voet.



*Paysage urbain abstrait/Abstract stadsgezicht (s.d.)*



*« La chambre bleue » (1958)*



Le prince Charles peignit des autoportraits, des portraits d'après modèle vivant ou d'après photo ainsi que des paysages. Son oeuvre très abondante compte quelque 600 peintures à l'huile, plus de 1500 gouaches et aquarelles et d'innombrables dessins <sup>(1)</sup>. A dater de 1973 (du 5 au 24 octobre, à la Galerie 'Racines' à Bruxelles) le prince Charles exposa ses oeuvres. En huit ans de temps (1973-1981), il exposa vingt-six fois sous le nom de 'Karel van Vlaanderen'.

L'exposition «Karel van Vlaanderen – Prince, Régent, Artiste» montrait une sélection des oeuvres que le Prince nous a laissées attestant combien il était familiarisé avec différents courants artistiques. Nombre de visiteurs découvrirent ainsi avec surprise ses oeuvres d'inspiration expressionniste et fauviste qu'abstraite ou cubiste.

Les membres de l'Association Dynastie et Patrimoine culturel furent invités à une visite nocturne exclusive de l'exposition au Palais royal le 27 juillet. Le Professeur C. Koninckx y présenta les membres du comité scientifique et invita l'assistance nombreuse à une réception offerte par le Palais.

Le contenu de l'exposition «Karel van Vlaanderen – Prince, Régent, Artiste» fut préparé par un comité scientifique composé de Christian Koninckx (président de l'Association 'Dynastie et Patrimoine culturel'), Alex Deseyne (conservateur honoraire du Mémorial Prince Charles à Raversijde), Baudouin D'hoore (archiviste au Palais Royal), Gustaaf Janssens (président du comité et archiviste honoraire du Palais Royal), Martine Vermeire (Liste Civile de sa Majesté le Roi) et Wendy Wiertz (rapporteur du comité, doctorante à la KU Leuven). Comme ce fut le cas lors des deux expositions précédentes, la scénographie et le graphisme furent confiés au bureau Concepto-Style (architecte Frédéric de Smedt et graphiste Christine Lemaire). L'appui logistique surplace fut assuré par les Départements et Services du Palais Royal. Comme l'an passé, l'Association «Dynastie et Patrimoine culturel» put compter

(1) Pour un aperçu complet de l'oeuvre du Prince Charles nous vous conseillons l'ouvrage de référence d'Alex DESEYNE, *Retrospectieve Karel van Vlaanderen (1903-1983)*, Provinciebestuur van West-Vlaanderen, Brugge, 2003 (275 p., illustré).

Prins Karel schilderde zelfportretten, portretten van anderen naar levend model of naar foto, en landschappen. Zijn oeuvre is zeer omvangrijk en omvat ongeveer 600 olieverfschilderijen, meer dan 1500 gouaches en aquarellen en ontelbare tekeningen <sup>(1)</sup>. Vanaf 1973 (in Galerij 'Racines', Brussel. 5-24 oktober) kwam prins Karel met zijn werk naar buiten. Op acht jaar tijd (1973-1981) stelde hij onder de artiestennaam 'Karel van Vlaanderen' zesentwintig keer tentoon.

De tentoonstelling "Karel van Vlaanderen – Prins, Regent, Kunstenaar" bracht een representatieve selectie van de werken die de Prins heeft nagelaten. Op die manier werd duidelijk hoezeer prins Karel met diverse kunststromingen vertrouwd was. Vele bezoekers toonden zich dan ook aangenaam verrast bij het ontdekken van zowel expressionistische en fauvistische als abstracte en kubistisch geïnspireerde werken.

De leden van de Vereniging Dynastie en Cultureel Erfgoed waren op 27 juli uitgenodigd voor een exclusief avondbezoek aan de tentoonstelling. Professor C. Koninckx stelde er de leden van het wetenschappelijk comité voor en nodigde de talrijk opgekomen aanwezigen uit op de receptie die door het Koninklijk Paleis werd aangeboden.

De tentoonstelling "Karel van Vlaanderen – Prins, Regent, Kunstenaar" werd inhoudelijk voorbereid door een wetenschappelijk comité dat bestond uit Christian Koninckx (voorzitter van de vereniging 'Dynastie en Cultureel Erfgoed'), Alex Deseyne (ere-conservator van het Memoriaal Prins Karel te Raversijde), Baudouin D'hoore (archivaris bij het Koninklijk Paleis), Gustaaf Janssens (voorzitter van het comité en ere-archivaris van het Koninklijk Paleis), Martine Vermeire (Civiele Lijst van Zijne Majesteit de Koning) en Wendy Wiertz (verslaggever van het comité, doctoranda aan de KU Leuven). Zoals voor de twee vorige tentoonstellingen, werd de vormgeving en de opbouw ook deze keer toevertrouwd aan het bureau Concepto-Style (architect Frédéric de Smedt en vormgever mevr. Christine Lemaire). Logistieke ondersteuning ter plaatse werd verleend door de Departementen

(1) Voor een volledig overzicht het oeuvre van prins Karel verwijzen wij graag naar het standaardwerk van Alex DESEYNE, *Retrospectieve Karel van Vlaanderen (1903-1983)*, Provinciebestuur van West-Vlaanderen, Brugge, 2003 (275 blz., geïllustreerd).



sur le soutien financier de la Fondation Roi Baudouin. Parmi les prêteurs on comptait la Collection Royale (Bruxelles), les Archives du Palais Royal (Bruxelles), le Mémorial Prince Charles (Raversijde) et quelques collectionneurs privés.

La vie du prince Charles – «Karel van Vlaanderen» ne fut pas toujours aisée. Il aurait dit un jour: «Je suis un artiste qui a le malheur d'être prince». Déclaration qui recèle sans doute une profonde vérité et connaissance de soi.

Gustaaf Janssen



Le prince Charles dans sa cuisine-atelier à Raversijde/ Prins Karel in zijn atelier (de keuken van het "vissershuisje" in Raversijde). Photographie inconnu s.d./Fotograaf onbekend. s.d.

#### Assemblée Générale ordinaire de l'Association

Le 22 mai 2017 s'est tenue au BELvue l'Assemblée Générale annuelle. Devant les membres effectifs présents, le Président a évoqué les diverses activités et réalisations concrétisées en 2016. Il a en outre développé les projets de l'Association, à commencer par l'exposition dédiée au Prince Charles prévue au Palais durant l'été 2017.

en Diensten van het Koninklijk Paleis. De vereniging 'Dynastie en Cultureel Erfgoed' kon, net zoals vorig jaar, voor het realiseren van deze tentoonstelling rekenen op financiële steun door de Koning Boudewijnstichting. Bruikleengevers waren de Koninklijke Verzameling (Brussel), het Archief van het Koninklijk Paleis (Brussel), het Memoriaal Prins Karel (Raversijde) en enkele private verzamelaars.

Het leven van prins Karel – "Karel van Vlaanderen" is niet altijd even gemakkelijk geweest. Ooit zou hij gezegd hebben: "Ik ben een kunstenaar die het ongeluk heeft prins te zijn". Wellicht schuilt er in deze uitspraak veel waarheid en zelfkennis.

Gustaaf Jansse

#### Algemene Vergadering van de Vereniging

Op 22 mei 2017 werd in het BELvue de jaarlijkse Algemene Vergadering gehouden. Ten overstaan van de aanwezige effectieve leden gaf de Voorzitter een overzicht van de verschillende activiteiten en verwezenlijkingen van 2016. Vervolgens gaf hij toelichtingen over de voorgenomen activiteiten van de vereniging, te beginnen met de tentoonstelling gewijd aan Prins Karel, in het Koninklijk Paleis tijdens de zomer van 2017.



*Vue de l'ancien bâtiment Art Déco/ Zicht op het oud gebouw Art Déco.*





*La nouvelle aile de Launoit / De nieuwe de Launoit-vleugel*



*Buste de la reine Elisabeth dans son bureau /  
Buste Elisabeth in haar bureau*



*Bureau de la reine Elisabeth / Bureau van koninging Elisabeth*  
Photos/Foto's : Gertrude Baelde

## Visite de la Chapelle Musicale Reine Elisabeth le 8 juin 2017

Une quarantaine de personnes avait accepté notre invitation à visiter la Chapelle et à assister ensuite à un concert de la classe de violoncelle. Le beau temps était de la partie, permettant de profiter pleinement du parc et des terrasses aménagées devant la nouvelle aile. Nous avons eu la chance de pouvoir découvrir l'intégralité du bâtiment ancien mais aussi de la nouvelle aile, y compris le studio d'un élève en résidence. La nouvelle aile est un chef-d'œuvre d'ouverture à la nature environnante.

Nos guides expliquèrent d'abord la genèse de l'institution : la création de la Fondation Musicale Reine Elisabeth, puis la première édition du Concours où l'école russe rafla tous les prix, ce qui secoua le monde musical et déboucha sur la création d'un haut lieu d'enseignement pour les jeunes talents, pépinière de futurs lauréats. Nos guides en ont abordé le double aspect musical et architectural, ce qui rendit la visite particulièrement intéressante. Le bâtiment conçu par Yves Renchon est un bel exemple d'Art Déco, plus particulièrement du style paquebot en vogue dans les années 1930. La fonction de chaque partie se lit clairement sur la façade : les huit studios destinés aux élèves, le bureau du secrétaire, la salle de concert et l'espace de réceptions. L'acoustique est d'avant-garde pour l'époque : voile de caoutchouc, béton et molletons divers garantissent une parfaite isolation. Raffinement des matériaux mais simplicité domine la décoration intérieure, comme on peut en juger dans le grand studio ou la chambre de repos de la Reine.

Le rôle du baron Paul de Launoit, mécène initial de la Chapelle, et de ses successeurs fut aussi évoqué, tout comme l'influence déterminante et la présence fréquente d'Elisabeth, attentive à la conception d'ensemble comme aux moindres détails pratiques (le Palais fit acheter par exemple deux automobiles bien utiles aux déplacements des maîtres en résidence et des élèves). Mais avant tout, la Reine veilla à ce que soient formés à la Chapelle non pas « des *supervirtuoses* » mais des « êtres supérieurs et complets ».

B. de Muysen Lantwyck

## Bezoek aan de Muziekkapel Koningin Elisabeth op 8 juni 2017

Een veertigtal personen was ingegaan op onze uitnodiging voor een bezoek aan de Muziekkapel met aansluitend een concert van de celloklas. Het was prachtig weer en zo konden we volop genieten van het park en de naast de nieuwe vleugel aangelegde terrassen. Wij kregen het volledige oude gebouw te zien, alsook de nieuwe vleugel, waar we zelfs de studio van een hier verblijvende leerlinge mochten bekijken. De nieuwe vleugel is een meesterwerk in harmonie met de omringende natuur.

Onze gidsen gaven eerst uitleg over het ontstaan van het instituut, nl. de oprichting van de Muzikale Stichting Koningin Elisabeth en vervolgens de eerste editie van de Wedstrijd waar de Russische school alle prijzen wegkaapte; dit veroorzaakte een omwenteling in de muziekwereld en mondde uit in de creatie van een hoogstaand instituut voor onderwijs aan jonge talenten, een kweekschool voor toekomstige laureaten. Onze gidsen legden de nadruk op het muzikale en architecturale aspect, wat het bezoek bijzonder interessant maakte. Het gebouw, ontworpen door Yves Renchon, is een mooi voorbeeld van Art Deco - Streamline Design, populair in de jaren 1930. De functie van elk onderdeel is duidelijk te onderscheiden in de gevel: de acht studio's voor de leerlingen, het bureau van de secretaris, de concertzaal en de ontvangstruimten. De akoestiek is avant-gardistisch voor die tijd: rubberdoek, beton en diverse moltonlagen garanderen een perfecte isolatie. Door het gebruik van verfijnde materialen straalt de binneninrichting eenvoud uit, zoals op te merken in de grote studio of in de rustkamer van de Koningin.

Ook de rol van baron Paul de Launoit, oorspronkelijke mecenas van de Muziekkapel, en van zijn opvolgers werd belicht, evenals de doorslaggevende invloed en de veelvuldige aanwezigheid van Elisabeth, die zowel aandacht had voor het totaalbeeld als voor de kleinste praktische details; het Paleis liet bv. twee auto's kopen die zeer nuttig waren voor de verplaatsingen van meesters en leerlingen in residentie. Maar bovenal streefde Koningin ernaar dat in deze Muziekkapel niet enkel '*supervirtuosen*' werden gevormd, maar '*uitzonderlijke en volwaardige mensen*'.

B. de Muysen Lantwyck